Zeitschrift: Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia

Herausgeber: Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

Band: 25 (2020)

Artikel: En quête d'éthique : dispositions légales et enjeux empiriques pour l'anthropologie = Auf der Suche nach Ethik : gesetzliche Bestimmungen und empirische Fragestellungen für die Anthropologie

Autor: Perrin, Julie / Bühler, Nolwenn / Berthod, Marc-Antoine

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1007738

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

EN QUÊTE D'ÉTHIQUE

Dispositions légales et enjeux empiriques pour l'anthropologie[1]

Julie Perrin, Nolwenn Bühler, Marc-Antoine Berthod, Jérémie Forney, Sabine Kradolfer, Laurence Ossipow

Résumé

Ce document est la traduction de l'article « Searching for Ethics: Legal requirements and empirical issues for anthropology » (voir Perrin et al. 2018). Il analyse les nouvelles dispositions légales qui impactent les pratiques de recherche qualitative et contribuent à l'institutionnalisation de l'éthique de la recherche en Suisse. Après avoir contextualisé l'émergence de nouvelles formes de régulation de la recherche, il montre comment leurs présupposés épistémologiques affectent l'anthropologie. Il explore ensuite les enjeux liés à l'articulation entre éthique procédurale et éthique processuelle. Enfin, il examine les différentes postures qui pourraient être adoptées par les anthropologues et en sociales qualitatives.[1]

Mots-clés: *éthique de la recherche, législation, consentement éclairé, commissions d'éthique, épistémologie*

Au cours de la dernière décennie, l'encadrement des rapports sociaux entre les sujets des recherches scientifiques et les chercheur·euse·s s'est fortement renforcé. Ce changement tient autant à l'accroissement de l'intervention de l'État dans la protection de la dignité, de la personnalité et de la santé des participant·e·s à la recherche qu'à l'établissement et à l'internationalisation de nouveaux standards scientifiques, soutenus par les institutions publiques chargées d'encourager la recherche. Au cœur de ces processus se trouve la volonté de veiller au respect de «bonnes pratiques de recherche» par la mise en place de procédures administratives formalisant les relations entre participant·e·s et chercheur·euse·s.

Or, force est de constater que *l'éthique procédurale* (Felices-Luna 2016) – à savoir les démarches administratives ancrées dans des dispositions légales et visant à protéger en amont les sujets d'une recherche par l'application de protocoles éthiques standardisés – diffère de

[1] Ce texte est la traduction française de "Searching for Ethics: Legal requirements and empirical issues for anthropology" (Perrin et al. 2018). La bibliographie complète se trouve à la fin de la traduction allemande de l'article. Le début du texte a été légèrement révisé. Il s'adresse à toutes les personnes, chercheur·euse·s, enseignant·e·s et étudiant·e·s engagé·e·s dans une démarche ethnologique, pour lesquelles le contexte juridique en Suisse est pertinent. Nous remercions chaleureusement toutes les personnes, qui ont accepté de partager des informations avec nous, pour leurs réflexions stimulantes quant à l'évolution récente des cadres juridiques relatifs à l'éthique de la recherche. Ce texte a également bénéficié des précieux commentaires de Claudine Burton-Jeangros, professeure de sociologie et membre de la Commission universitaire d'éthique de la recherche de l'Université de Genève (UNIGE), et Anne Lavanchy, professeure d'anthropologie à la Haute École de travail social de Genève (HETS). Nous les remercions vivement pour leurs lectures attentives d'une version précédente de cet article. Les limites du présent texte n'en demeurent pas moins de notre responsabilité.

l'*éthique processuelle* propre aux sciences sociales qualitatives. Par *éthique processuelle,* nous désignons les démarches qui font référence à une compréhension englobante, relationnelle et située de l'éthique de la recherche et qui adaptent leurs principes aux particularités de chaque terrain[2]. En effet, la littérature anthropologique s'accorde sur le fait que tout système de normes morales comporte, dans la pratique, des contradictions et des dilemmes et que, par conséquent, l'éthique implique « un ajustement des choix moraux selon les contextes, les circonstances » (Massé 2016), c'est-à-dire un arbitrage entre différents ordres normatifs et « un point d'équilibre à atteindre entre les diverses parties concernées » (Felices-Luna 2016 : 18).

Actualisant et approfondissant un travail collectif mené depuis près de dix ans par les membres du GRED (voir préambule), ce texte poursuit un double objectif. Il souhaite informer les anthropologues des modifications récentes de la législation suisse en matière d'éthique de la recherche, tout en rendant compte des réorganisations et des orientations que pourraient prendre certaines dispositions dans un proche avenir. Les anthropologues n'ayant pas participé à ces débats politiques, ce texte vise, en outre, à promouvoir le dialogue autour de l'éthique de la recherche, au sein de notre discipline et avec d'autres disciplines. Notre analyse des diverses lois régulant la recherche met, en effet, en évidence le fait que la formalisation des relations entre participant·e·s et chercheur·euse·s à travers un dispositif de « consentement préalable, libre et éclairé » tend à devenir une exigence généralisée. Cette tendance questionne non seulement les conditions de production du savoir anthropologique (en particulier l'accès au financement, au terrain et à la publication dans des revues scientifiques), mais également la prise en compte des présupposés épistémologiques et méthodologiques propres à l'anthropologie – comme à d'autres sciences qualitatives – dans les débats publics relatifs au(x) rôle(s) de la science dans la société.

Fondé sur l'analyse de textes législatifs et de débats parlementaires, enrichis par différents entretiens informels menés avec des membres de la SSE, du personnel des administrations fédérale et cantonales et avec des collègues d'autres disciplines, ce texte se compose de deux parties. La première expose les jalons qui ont contribué au développement de l'*éthique procédurale* (section « De l'émergence de nouvelles sensibilités éthiques à leur institutionnalisation »), avant d'analyser les changements qu'apporte l'inscription de l'article 118b « Recherche sur l'être humain » dans la Constitution fédérale (section « Incertitudes quant au champ d'application de la nouvelle LRH »), ainsi que la réorganisation des commissions cantonales d'éthique et les réponses d'actrices et acteurs institutionnel·le·s qui en découlent (section « Réorganisation des commissions cantonales d'éthique et réponses institutionnelles »). Enfin, décrivant les enjeux relatifs à l'actuelle révision totale de la Loi fédérale sur la protection des données (LPD) et à celle, achevée, de la Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI), elle interroge la manière dont le consentement est en train de devenir une question centrale, à

[2] Depuis les années 1990, la littérature anthropologique sur l'éthique s'est considérablement enrichie, et avec elle les définitions de l'éthique. Nous retiendrons ici celle proposée par Raymond Massé : « L'éthique [est] le lieu d'un questionnement sur le bien-fondé de[s] normes, voire d'un arbitrage effectué par les individus et les collectivités entre les normes proposées par la multiplicité de morales (religieuses, institutionnelles, de sens commun) auxquelles ils sont exposés. [...] Elle suppose chez l'individu, une conscience des alternatives, une mise à distance critique pouvant conduire à la dissidence ou à l'acceptation éclairée. En ce sens, elle repose sur la liberté d'analyse et de jugement » (Massé 2016).

l'intersection du droit, de l'éthique et de l'épistémologie (section « Alignement sur les normes européennes et institutionnalisation de normes contraignantes : les révisions de la LPD et de la LERI »). La seconde partie est consacrée, quant à elle, à l'analyse de la tension existant entre *éthique procédurale* et *éthique processuelle*. Elle souligne, d'une part, comment les débats anthropologiques ont participé à la prise en compte, dans l'analyse des données, des relations de pouvoir entre les participant·e·s et les chercheur·euse·s (section « Les relations de terrain, des relations de pouvoir ? »), et expose, d'autre part, les conditions d'une science dite éthique du point de vue de notre discipline (section « Une science éthique, une science bonne ? »). Enfin, observant l'absence de participation des anthropologues aux débats politiques sur les nouvelles exigences légales, elle discute de trois positionnements possibles face à la formalisation des relations entre participant·e·s et chercheur·euse·s prescrite par certaines dispositions légales à travers le recours à un dispositif de « consentement préalable, libre et éclairé » (section « Entre moralisme, pragmatisme et dialogue : postures et alternatives »).

Pluralité et transformation des ordres normatifs

De l'émergence de nouvelles sensibilités éthiques à leur institutionnalisation

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et à la suite de divers scandales révélés sur la scène publique, la recherche scientifique a fait l'objet d'une série d'interventions menées par les associations professionnelles, les universités et les États[3]. Témoignant d'un aiguisement progressif des sensibilités à l'éthique de la recherche, des voix se sont élevées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des milieux académiques pour dénoncer des pratiques scientifiques considérées comme n'étant pas « justes », « intègres » ou « bonnes », voire « nuisibles » et « dangereuses ». Elles ont ainsi donné naissance aux codes éthiques d'associations professionnelles et autres chartes universitaires, visant à réguler les pratiques de leurs membres par l'adoption de principes directeurs.

Dans les années 1990, le développement de régimes d'*accountability* et d'audit a également participé à renforcer l'encadrement de la recherche en demandant aux chercheur·euse·s, d'une part, de rendre compte de leurs pratiques de manière transparente et de ne pas faire prendre de

[3] En 1947, la révélation des essais cliniques menés sur des personnes déportées par des médecins nazis dans des camps de concentration constitue l'un des premiers scandales qui mèneront à l'élaboration du Code de Nuremberg en 1947. Conduite entre 1930 et 1972, l'expérience Tuskegee a suivi près de 400 hommes afro-américains atteints de syphilis en les tenant, avec la complicité de leurs médecins, à l'écart du traitement par la pénicilline découverte en 1947. Cette expérience fait partie d'une série de scandales médicaux aux États-Unis qui nourriront, en 1964, la rédaction de la Déclaration d'Helsinki par l'Association médicale mondiale, puis du Rapport Belmont en 1978 par l'administration américaine (voir par exemple Lederman 2006a). Tous ces textes stipulent que l'intérêt des sujets doit primer sur l'intérêt de la société. À noter que, à notre connaissance, la révélation des expérimentations menées sur des prisonniers et des prisonnières au sein de l'unité militaire de recherche bactériologique de l'Armée impériale japonaise entre 1932 et 1945 ne semble pas avoir joué un rôle particulier dans l'élaboration de codes. Dans notre profession, le recours à des anthropologues par l'administration américaine lors de la guerre du Vietnam a été condamné par l'American Anthropological Association et il a donné une impulsion à la mise en œuvre d'un premier code éthique au sein de cette association en 1971. La mise en place de ce code n'a néanmoins pas mis fin aux débats (voir par exemple Assayag 2008).

risques aux institutions qui les hébergent d'autre part (Boden et al. 2009; Jacob et Riles 2007; Lederman 2006a; Amit 2000; Strathern 2000). Parmi les mesures adoptées, il convient de relever l'importance de la création des commissions d'éthique ou *Institutional Review Boards* (IRB) qui se sont développées dans le monde anglo-saxon et qui se sont étendues par la suite à d'autres contextes nationaux. Ces commissions sont en charge d'apprécier, sur dossier, les projets de recherche avant qu'ils ne démarrent, ceci dans le but de protéger les participant·e·s ainsi que les institutions de recherche et de financement, et de vérifier que les principes éthiques sont respectés.

Daniel Cefaï et Paul Costey (2009) relèvent que les principes posés par les comités d'éthique sont dans l'ensemble analogues à ceux qui étaient déjà contenus dans le Code de Nuremberg : (1) le respect des personnes comme des sujets autonomes, en particulier celui des personnes dites vulnérables qui ont droit à une protection accrue (les personnes mineures et les personnes fragilisées en raison de leur position sociale défavorisée, des stigmatisations dont elles font l'objet, de leur statut de minorité ou de leur handicap) ; (2) la bienfaisance à l'égard des participant·e·s à la recherche qui implique de ne pas mener de recherches qui pourraient causer du tort à ces personnes sans apporter des résultats intéressants pour l'ensemble des communautés considérées ; (3) la justice qui nécessite de bien sélectionner les sujets d'enquête afin de ne pas prétériter des groupes qui pourraient bénéficier de la recherche. Suivant ces principes, les comités d'éthiques s'assurent du fait que la protection apportée aux sujets d'enquête est suffisante (en demandant notamment l'anonymat et la confidentialité des données) mais aussi que l'intérêt de la recherche (en considérant ses objectifs, son déroulement et ses méthodes) est établi.

Si les protocoles à suivre semblent s'appliquer sans difficultés aux approches hypothético-déductives, impliquant un questionnement stabilisé, une temporalité déterminée et un échantillon prédéfini de participant·e·s (Lederman 2007, cité par Fassin 2008 : 132), il n'en va pas de même pour la démarche anthropologique. En effet, celle-ci construit ses questionnements au fur et à mesure de l'enquête et généralise ses résultats par rapport à des corpus de données construits de façon itérative. Comme l'ont observé de nombreuses et nombreux auteur·e·s (Plankey-Videla 2012 ; Murphy et Dingwall 2007 ; Shannon 2007 ; Hammersley 2006 ; Wax 1980), l'exigence du « consentement éclairé », qui est au cœur de l'*éthique procédurale* des comités d'éthique, est problématique quand une telle démarche de recherche est adoptée.

Il peut, certes, être aisé de concevoir que l'exigence du « consentement éclairé » puisse s'appliquer sans trop de difficultés à la conduite d'entretiens semi-directifs. La planification d'échantillons prédéfinis n'est toutefois pas toujours possible, puisque les anthropologues savent rarement à l'avance qui seront leurs interlocuteurs et interlocutrices (Dequirez et Hersant 2013). De surcroît, l'exigence de la signature d'un formulaire de consentement peut entraîner de la méfiance de la part des personnes interviewées, alors même que le travail ethnographique repose sur l'établissement d'une relation de confiance, parfois construite patiemment au fil du temps. Soulignons que les protocoles relatifs aux projets de recherche soumis aux comités d'éthique ne tiennent pas compte des situations d'entretiens informels – qui peuvent s'apparenter à de simples « conversations » (Olivier de Sardan 1995) – lors desquelles les anthropologues parviennent à comprendre de nombreuses données produites au fil des observations. Par conséquent, l'exigence d'un consentement éclairé systématique est difficile à respecter dans les recherches menées par observation participante, même quand le rôle de l'anthropologue est

clairement connu et qu'il a été négocié à l'avance dans les institutions ou les lieux d'enquête. Comme le souligne Rena Lederman, cette difficulté tient à deux éléments : à l'informalité de certaines situations de terrain, à savoir « les moments non délimités de la pratique ethnographique lorsque « recherche » et « vie quotidienne » sont inextricable » (2006a : 477, trad.); et à l'observation participante, dont la particularité est de « placer le contrôle contextuel dans les mains des participant·e·s à la recherche » (*op.cit.* : 479, trad.). De plus, demander systématiquement la signature d'un formulaire de consentement lors de chaque situation d'observation est irréalisable et perturberait les interactions en cours et le travail en train de se faire.

Ces quelques éléments d'ordre méthodologique expliquent en partie la relation complexe, parfois même de résistance, que les anthropologues entretiennent avec l'institutionnalisation de l'*éthique procédurale.* Ceux-ci/celles-ci témoignent, en effet, d'une certaine prudence à l'égard d'un formalisme contraignant qui pourrait, en certaines circonstances, se faire au détriment non seulement des personnes à respecter, mais aussi de la qualité de la recherche (Hammersley 2009). Afin de comprendre la tension générée par des compréhensions différentes des modalités et des implications du consentement éclairé, il convient de rappeler la prise de conscience relative à la dimension politique de la relation entre les anthropologues et les sociétés étudiées qui a secoué la discipline, tout particulièrement dans les années 1970. Une exigence de réflexivité s'est depuis lors développée (Blondet et Lantin Mallet 2017), invitant les chercheur·euse·s à analyser et à interpréter leur présence sur le terrain dans la construction des savoirs, dépassant ainsi largement la seule question du consentement éclairé telle qu'elle est pratiquée dans les sciences biomédicales (Hoeyer et al. 2005). Comme nous le verrons, la prise en compte de la dimension politique de la recherche a conduit les anthropologues à développer une *éthique processuelle.* Une telle éthique tend à se caractériser par le dialogue, la réciprocité et un rapport de confiance à entretenir, qui fonde souvent la relation avec les participant·e·s à la recherche[4]. Cette approche de l'éthique est partagée par d'autres disciplines des sciences sociales qualitatives (voir par exemple Burton-Jeangros 2017; Ritterbusch 2012). Cependant, l'*éthique processuelle* ne peut aujourd'hui se développer indépendamment du contexte juridico-légal qui, au-delà des seules commissions d'éthique, tend à préciser et à renforcer les dispositions s'appliquant à toute démarche de recherche. Dans ce qui suit, nous explorerons l'élargissement de l'intervention de l'État dans les pratiques de recherche à travers la création ou la révision de trois lois fédérales : la Loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (LRH); la Loi fédérale sur la protection des données (LPD); et la Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI).

[4] Comme le démontre Martina Avanza (2008) à partir de sa recherche sur un mouvement xénophobe, toute relation d'enquête anthropologique ne se caractérise pas par l'empathie et la confiance mutuelle. Son analyse met en évidence deux éléments : d'une part, que la mise en pratique de principes éthiques consiste pour les chercheur·euse·s en un arbitrage qui implique souvent la prise en compte des intérêts d'actrices et acteurs sociaux ne participant pas à la recherche (dans son cas, les individus étant la cible de discours et d'actions xénophobes); et, d'autre part, que l'analyse critique et réflexive des relations d'enquête avec les participant·e·s à la recherche sert de garde-fou minimum à une prise en compte réflexive des enjeux liés à la présence du ou de la chercheur·euse sur le terrain (à ce sujet, voir Bouillon et al. 2005).

Incertitudes quant au champ d'application de la nouvelle LRH

La Suisse offre un exemple intéressant du mouvement de régulation croissante de la recherche par l'établissement de protocoles éthiques standardisés dans la mesure où le renforcement de son encadrement légal est récent. En effet, la protection des droits des personnes qui participent à des recherches a longtemps été ignorée. Dès la première loi relative au financement des universités en 1968, ce sont la transmission des savoirs aux jeunes générations et la collaboration entre chercheur·euse·s qui sont établies dans le premier article comme relevant des « bonnes pratiques scientifiques » (Assemblée fédérale 1968 : 10). Avec la création d'une base légale pour l'attribution de subventions aux institutions chargées d'encourager la recherche en 1983, ces « bonnes pratiques scientifiques » sont complétées par l'inclusion de nouveaux principes (art. 2 et 3) : le respect de la liberté de l'enseignement et de la recherche; le respect de la diversité des opinions et des méthodes scientifiques; l'encouragement de la relève scientifique et le maintien de la qualité du potentiel de recherche; la coopération scientifique internationale (Assemblée fédérale 1983 : 1087-1088). Ainsi, les « bonnes pratiques scientifiques » énoncées dans la LERI de 1983 visent avant tout à prévenir la mobilisation des subventions fédérales à des fins commerciales (art. 7), l'impossibilité d'accès du public aux résultats de recherche (art. 28) et l'absence de portée scientifique et générale des recherches (art. 29).

La volonté politique de changer la Constitution fédérale afin d'y inclure un article sur la « Recherche sur l'être humain » constitue un tournant dans l'orientation de l'encadrement légal de l'éthique scientifique[5]. Accepté en votation populaire le 7 mars 2010, l'article constitutionnel 118b « Recherche sur l'être humain » a posé les conditions légales pour la création de la nouvelle LRH. Faisant suite à un scandale relatif à des pratiques cliniques illégales[6] en Suisse et motivé par les transformations de la recherche biomédicale fondée sur les données – génomiques, cliniques, de santé – son objectif est de « protéger la dignité, la personnalité et la santé de l'être humain dans le cadre de la recherche » (Art. 1). Corollairement, cette loi entend aménager des conditions favorables à la recherche, en garantir la qualité et en assurer la transparence. Il faut noter qu'elle ne s'applique pas à une discipline académique donnée, mais au domaine de la santé dans lequel se déploient les activités de recherche, aux questions de recherche envisagées et aux méthodes mises en œuvre.

---

[5] Notons que le cadre juridique suisse de l'éthique scientifique a également été modifié en 2006, après l'acceptation par vote populaire d'un nouvel article constitutionnel concernant l'aide financière aux universités. Il a introduit les processus d'accréditation et d'assurance qualité (Conseil fédéral 2009).

[6] Connu comme l'affaire VanTX, pendant plusieurs années, une société suisse de recherche et de développement a recruté des volontaires, principalement en Estonie, pour participer à des essais cliniques à Bâle. Les participant·e·s à la recherche n'ont pas reçu l'information adéquate, le formulaire de consentement n'a pas été traduit dans leur langue maternelle ni dans une langue qu'ils et elles comprenaient suffisamment bien. Les essais cliniques ont été planifiés sur une très courte période et les participant·e·s ont été renvoyé·e·s dans leur pays immédiatement après, sans suivi médical. De plus, l'opération s'est déroulée sans en informer les autorités estoniennes, ce qui était contraire à la législation de ce pays. Au printemps 1999, le scandale éclate, attirant l'attention sur l'absence de réglementation sur les essais cliniques en Suisse. Il est frappant de constater que le rôle de cette affaire dans la création de la LRH n'a pas été reconnu dans les discussions entre chercheur·euse·s en sciences sociales (Perrin 2017).

L'un des défis de la LRH tient à l'interprétation de son champ d'application, compte tenu de sa définition ouverte du domaine de la santé. Durant les étapes consultatives de l'élaboration de la LRH, à laquelle la SSE a activement participé, le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) a, certes, salué l'initiative de fixer un tel cadre légal, mais avait déjà pointé certaines faiblesses contenues dans les premières versions du texte. Dans un communiqué de presse du 31 mai 2006, il souligne notamment que la formulation du champ d'application « recherche dans le domaine de la santé » est trop ambiguë et en critique les potentielles conséquences : « Outre la recherche médico-biologique, elle [cette formulation] pourrait ainsi englober l'ensemble de la recherche empirique en sciences sociales et comportementales. Le FNS est au contraire de l'avis que la loi devrait se limiter aux seuls domaines où la recherche scientifique peut avoir une influence effective sur la santé des personnes impliquées » (FNS 2006 : 1).

Dans le texte finalement adopté, la formulation a été modifiée pour tenir compte de ces réserves. Le champ d'application est désormais défini comme suit dans l'article 2, alinéa 1 : « La présente loi s'applique à la recherche sur les maladies humaines et sur la structure et le fonctionnement du corps humain pratiquée : sur des personnes; sur des personnes décédées; sur des embryons et des fœtus; sur du matériel biologique; sur des données personnelles liées à la santé » (Assemblée fédérale 2011 : 1). Si la formulation devient plus précise, elle ne lève toutefois pas complètement l'ambiguïté concernant bon nombre de projets de recherche en sciences sociales qualitatives[7] qui collectent des informations personnelles – souvent de manière indirecte – liées à la santé.

Un éthicien de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), chargé de la communication sur la réglementation de la recherche humaine, contacté dans le cadre de cette recherche, remarque à ce sujet que : « En sciences sociales, seuls les projets qui croisent des données liées à la santé avec des données qui comportent des biomarqueurs (matériel biologique ou génétique) comme des résultats de laboratoire, entrent dans le champ d'application de la loi » (notes d'entretien). Selon un autre interlocuteur, membre d'une commission cantonale d'éthique, des données relatives à la santé peuvent être collectées dans divers projets de recherche de type ethnographique, mais seuls les projets qui ont véritablement pour but de produire des connaissances dans un domaine médical ou de santé entrent dans le champ d'application de la loi. Selon le membre d'une autre commission, c'est l'accès aux dossiers médicaux comme matériel de recherche qui constituerait un critère déterminant, même si la majorité des décisions restent prises au cas par cas. Ceci met en lumière à la fois le manque de clarté qui entoure l'application concrète de la loi quand il s'agit de projets ethnographiques et la marge d'interprétation qui est laissée aux commissions cantonales éthiques. Le champ d'application de la LRH reste donc encore partiellement indéterminé, et cela, malgré des tentatives de clarification effectuées par l'OFSP en 2013 et par Swissethics en 2014 et 2015.

[7] À noter, d'une part, que les chercheur·euse·s en sciences sociales quantitatives se posent également des questions sur les modalités adéquates d'évaluation de leurs projets et, d'autre part, que les projets à méthodologie mixte posent encore d'autres questions.

Des initiatives ont, en effet, été prises à différents niveaux pour contrer ces incertitudes[8]. En 2015, l'Académie suisse des sciences médicales (ASSM) a publié un guide pratique, révisé et modifié, pour tenir compte de la LRH. Le guide, qui est reconnu par *Swissethics* comme outil de travail, passe en revue les principaux enjeux relatifs à la LRH et explicite les « bonnes pratiques » à adopter. Il souligne l'importance de ne pas adopter une lecture littérale de la législation : « [...] une remise en question critique et continuelle des standards établis de l'éthique de la recherche est indispensable, non seulement au sein de la communauté scientifique, mais aussi du public » (ASSM 2015 : 18). Ce guide reconnaît que la délimitation du champ d'application de la loi n'est pas aisée et qu'elle se fait au cas par cas. L'un des points évoqués touche à ce qui entre, ou non, dans la catégorie « recherche » à l'instar des « projets d'assurance-qualité ». En cas de doute, le guide recommande de consulter une commission cantonale d'éthique pour obtenir des conseils[9].

Ces incertitudes génèrent des insatisfactions auprès des chercheur·euse·s ; à cet égard, des révisions de la loi sont d'ores et déjà attendues à l'horizon 2019–2020. L'une des questions centrales qu'il conviendra alors de trancher sera de déterminer s'il vaut mieux clarifier le périmètre d'application de la LRH ou généraliser les procédures éthiques à tout projet de recherche et ce, indépendamment du domaine étudié et des disciplines. Dans l'intervalle, chaque actrice et acteur – institutionnel·le et individuel·le – interprète, au mieux, le cadre législatif en fonction de la position qu'elle ou il occupe dans la chaîne de la production scientifique, depuis les bailleurs et bailleresses de fonds jusqu'aux chercheur·euse·s.

Le FNS laisse ainsi le soin aux personnes qui déposent un projet de recherche en vue d'une demande de financement de déterminer si leur projet a besoin d'une évaluation éthique, puisque ce sont les chercheur·euse·s qui doivent indiquer dans une case à cocher si leur projet correspond à une « recherche impliquant des êtres humains ». Si les requérant·e·s ne cochent pas cette case, il n'est pas du ressort du FNS de vérifier la conformité de la recherche avec la LRH. Ils ou elles doivent donc se renseigner par leurs propres moyens – ou avec l'appui de l'institution qui les emploient – pour décider si leur projet est susceptible d'entrer dans le champ d'application de la LRH et, par voie de conséquence, d'adapter leurs projets aux procédures définies par les commissions cantonales d'éthique.

Réorganisation des commissions cantonales d'éthique et réponses institutionnelles

Suite à l'entrée en vigueur de la LRH, les commissions cantonales d'éthiques, qui s'étaient souvent développées au sein des hôpitaux universitaires, ont été amenées à se réorganiser en termes

[8] À noter que ces initiatives sont principalement menées par des représentant·e·s des sciences médicales, comme le montre bien le modèle de « consentement général » élaboré par l'ASSM et Swissethics qui est actuellement dans une deuxième phase de consultation (ASSM 2016). À certaines conditions, la LRH permet en effet d'établir un « consentement général », par lequel les participant·e·s peuvent accepter l'utilisation de leurs données et échantillons dans le cadre de projets de recherche ultérieurs.

[9] Depuis le 1er janvier 2016, la soumission de projets de recherche aux commissions cantonales d'éthique doit passer par le portail internet BASEC (Business Administration System for Ethics Committees). Le formulaire de soumission permet aux chercheur·euse·s de clarifier si un projet requiert ou non les compétences d'une commission cantonale d'éthique.

de région, de taille et de composition. Les Commissions cantonales et régionales d'éthique de la recherche sur l'être humain (CER) ont ainsi été mises en place avec l'objectif d'optimiser les ressources à disposition et le traitement des demandes plus ou moins nombreuses selon les cantons.

Les membres qui composent ces commissions ont généralement une formation en sciences biomédicales ou en droit. À titre d'exemple, la commission d'éthique genevoise est composée, au moment où nous rédigeons cet article, de 38 personnes, dont seules huit ne sont pas membres du corps médical ou paramédical[10]. Par ailleurs, et bien que cette commission soit la première en Suisse à inclure une représentante des patient·e·s, elle ne comprend aucune personne représentant les sciences sociales qualitatives. Cette sous-représentation significative révèle non seulement que les chercheur·euse·s utilisant les méthodes qualitatives ne considèrent pas que de telles commissions d'éthique, focalisées avant tout sur la recherche biomédicale, sont pertinentes dans leurs cas; mais aussi qu'ils·elles ont une compréhension différente des questions éthiques, comme nous le verrons plus loin.

Des tentatives d'ajustement apparaissent aux demandes institutionnalisées de garantie éthique des agences de financement et des revues scientifiques, ainsi qu'aux incertitudes quant au périmètre d'application de la LRH. Certaines universités ont ainsi pris les devants, en mettant en place leurs propres instances de régulation des enjeux éthiques. Malgré l'hétérogénéité des pratiques institutionnelles, une tendance générale se dégage : il s'agit de renforcer les dispositifs liés à l'éthique de la recherche en tenant compte du cadre légal de la LRH.

Les institutions prennent désormais plus clairement position au travers de stratégies variables, pouvant inclure l'exigence de régulation par des commissions éthiques internes auxquelles le recours est obligatoire (y compris pour les travaux d'étudiant·e·s) ou laissé à l'appréciation des équipes de recherche (Burton-Jeangros 2017). Certaines Hautes Écoles optent pour une non-régulation de cette question et ne fournissent aucune indication générale par rapport à l'éthique de la recherche; d'autres privilégient une réflexion sur l'intégrité académique en ciblant les problématiques de la fraude ou du plagiat.

En ce qui concerne les exigences formelles de la LRH, aucune de ces initiatives ne peut se substituer aux commissions cantonales d'éthique. Cependant, elles sont intrinsèquement liées au dispositif légal et opèrent, le cas échéant, comme un pivot entre bailleurs et bailleresses de fonds – le FNS mais bien souvent aussi des fondations privées – les institutions chargées de l'administration des projets et la communauté scientifique. Illustrant ce rôle d'intermédiaire, la commission d'éthique de la recherche mise en place à l'Université de Neuchâtel se présente comme un relais entre la communauté scientifique et la commission cantonale. Elle propose notamment son aide dans l'évaluation des enjeux éthiques permettant de déterminer s'il est nécessaire (ou non) de soumettre une requête à la commission cantonale, tout en tenant compte des préoccupations des chercheur·euse·s. Elle promeut aussi la formation à l'éthique de la recherche pour tout·e chercheur·euse.

[10] Il s'agit de deux avocats, un juriste, une consultante de la défense des patient·e·s, une pasteure, un aumônier, un associé transfert technique et compétences et une biostatisticienne.

Alignement sur les normes européennes et institutionnalisation de normes contraignantes : les révisions de la LPD et de la LERI

Si la LRH a amené l'éthique de la recherche sur le devant de la scène des discussions en sciences sociales qualitatives[11] et contribue à son institutionnalisation, les implications liées à la révision totale de la LPD sont restées dans l'ombre. Pourtant, les difficultés rapportées au GRED par des chercheur·euse·s, membres de la SSE, font état de blocages quant à la conduite de projets de recherche, non pas au nom de la LRH, mais de la LPD. En quoi consiste cette loi et quelles sont ses implications pour les anthropologues ? La LPD vise à protéger les individus et les entreprises ou associations dotées de personnalité juridique d'atteintes à la personnalité – touchant à la vie privée, la réputation et la solvabilité, ou ouvrant des possibilités de surveillance – résultant du traitement de données personnelles. Le souci de la protection des données dans une société marquée par le développement des technologies de l'information et de la communication se manifeste au travers d'une première motion parlementaire en 1991 qui sera suivie, en 1997, du dépôt de deux initiatives demandant le développement d'une loi fédérale sur la protection des données (Conseil fédéral 1988 : 434). Finalement adoptée en 1992, cette loi vise avant tout à faire la part entre les besoins de l'économie et de l'industrie d'un côté, et la protection de la personnalité de l'autre. La recherche médicale y tient une place prépondérante, en raison des questions spécifiques que pose la levée du secret médical à des fins de recherche. Considérant cette dernière comme un bien public, la LPD autorise le traitement de données médicales personnelles à des fins de recherche sous condition de consentement éclairé (*op. cit.* : 529–530).

Les autres types de recherche sont également concernés par la régulation du traitement des données, mais de manière marginale. Les messages accompagnant la création de la loi et sa révision actuelle (*op. cit.*; Conseil fédéral 2017) prennent en compte les spécificités de la recherche en sciences sociales, classée dans la même catégorie que la planification et la statistique, en raison de ses finalités. La loi reconnaît l'intérêt public de la recherche. Ainsi les résultats des recherches peuvent être publiés de façon anonymisée, c'est-à-dire de sorte que l'identification des participant·e·s ne soit pas possible. Cependant, la LPD crée une catégorie spéciale de données, les « données personnelles sensibles », qui sont soumises à un régime juridique particulier en raison du risque accru d'atteinte à la personnalité. Selon l'article 4, lettre c de l'actuel projet de loi, cette catégorie inclut les données : « sur les opinions ou les activités religieuses, philosophiques, politiques ou syndicales » ; « sur la santé, sur la sphère intime ou sur l'origine raciale ou ethnique » ; « sur les données génétiques » ; « les données biométriques identifiant une personne physique de façon unique » ; « sur des poursuites ou sanctions pénales et administratives»; « sur des mesures d'aide sociale » (Assemblée fédérale 2017 : 6816–6817). Se voulant exhaustive, elle soumet le traitement de ces données au consentement qui se doit d'être explicite, libre et informé, faisant de ce dernier une étape incontournable de la recherche, indépendamment des disciplines concernées.

L'ampleur actuelle de la digitalisation des données – ou *big data* –, ainsi que les politiques d'*open access* (Leonelli et al. 2017 ; Wyatt 2017; Coll 2016 ; Banister 2007) promues par les ins-

[11] Voir par exemple : Société suisse de sociologie (2007), Berthod et al. (2010), Burton-Jeangros (2017), FORS (2017).

tances de financement, sont au cœur de la révision totale de la LPD de 2017. Elles alimentent ainsi les discussions autour de la protection des données et du consentement. Contrairement au contexte suisse dans lequel un tel processus n'est à ce jour pas observable, la judiciarisation de l'éthique de la recherche touche certains pays tels que les États-Unis, le Canada[12] ou la France (Atlani-Duault et Dufoix 2014). La facilité avec laquelle les résultats de recherche circulent au-delà des milieux de la recherche, ainsi que la fréquente impossibilité de les anonymiser totalement, du moins pour les personnes concernées, participent à l'émergence de procès attaquant des chercheur·euse·s pour diffamation suite à la publication de résultats de recherche (Avanza 2011; Laurens et Neyrat 2010)[13]. Ces procès montrent comment certain·e·s participant·e·s doté·e·s d'un capital socio-économique suffisant peuvent menacer la diffusion des résultats de la recherche.

Notre analyse de la LERI révèle que sa récente révision totale tient compte de l'évolution des standards internationaux. Depuis 2012, la nouvelle LERI inclut en effet dans son champ de compétence le respect des principes d'« intégrité scientifique » et de « bonnes pratiques scientifiques », jusque-là absents des révisions partielles : « Les institutions chargées d'encourager la recherche veillent à ce que les recherches qu'elles soutiennent soient menées selon les règles de l'intégrité scientifique et de bonnes pratiques scientifiques » (Assemblée fédérale 2012, art. 12, al. 1.). Ce faisant, l'alinéa 1 de l'article 12 « définit le principe du respect des bonnes pratiques comme une norme générale » (Conseil fédéral 2011 : 8141) et participe à l'intégration de nouveaux standards scientifiques en Suisse.

Le libre accès des données de recherche – *open data* – afin de valider la reproductibilité des résultats est devenu un principe international de « bonnes pratiques scientifiques » (comme c'est le cas, par exemple, pour le programme de recherche européen Horizon 2020). L'obligation de rédiger un *Data Management Plan* (DMP) pour tout projet de recherche déposé au FNS depuis octobre 2017 impose une nouvelle contrainte administrative aux chercheur·euse·s. Visant à accroître la comparabilité et l'interopérabilité des données de recherche, ainsi que la validité des résultats scientifiques, cette nouvelle demande institutionnelle a aussi pour effet de mettre en lumière les enjeux liés à la protection des données. Les répercussions financières et temporelles liées à ces nouvelles exigences constituent l'un de ces enjeux. Comme le rapporte la chercheuse canadienne Felices-Luna (2016), un changement du lieu de stockage des données, non anticipé au moment de la demande d'approbation éthique, l'a forcée à resoumettre un protocole à la commission au prix d'une lourde charge administrative. Un autre enjeu est le défi que comporte l'anonymisation des données qualitatives en vue de leur partage. Aucun procès n'est pour le moment répertorié en Suisse. En raison de cette absence, l'étendue précise du champ d'application de la LPD en ce qui concerne le traitement des données de recherche qualitative reste relativement incertaine. Cependant, comme nous l'a dit un chercheur travaillant dans

[12] En 2016, dans le cadre d'un procès contre une entreprise, la Cour supérieure a émis une ordonnance obligeant une professeure affiliée à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) à révéler les noms des personnes ayant participé à l'étude qu'elle a menée dans le cadre de son doctorat en communication. Cette affaire a donné lieu à une mobilisation de la communauté scientifique pour défendre la confidentialité des données produites (Gravel 2016; Kondro 2016).

[13] Sur la question des enjeux entourant la confidentialité et l'anonymisation, voir par exemple Lancaster (2017); Saunders et al. (2015); Baez (2002).

l'archivage des données en sciences sociales, il s'agit de faire en sorte que les données soient sécurisées au maximum en prévention d'éventuels recours juridiques. Ceci a notamment pour conséquence de faire du consentement explicite et écrit un prérequis obligatoire au traitement et à l'archivage des données, y compris pour l'usage secondaire des données.

L'accroissement des contraintes administratives liées à la gestion des données (*data management*) met en lumière la tension entre *éthique procédurale* et *éthique processuelle.* Le requis d'un consentement explicite et écrit pour tout projet de recherche en constitue un bon exemple. En effet, cette exigence institutionnelle tend à réduire la question de l'éthique à une notion de protection juridique (Jacob 2007), alors que les anthropologues défendent l'idée selon laquelle l'éthique de la recherche dépasse largement la question du consentement (Berthod et al. 2010). La révision de la LPD a pour but d'intégrer les nouveaux standards européens, introduits par la *General Data Protection Regulation* (GDPR) entrée en vigueur le 25 mai 2018. En raison de l'importance des enjeux, il nous semble nécessaire de réfléchir à cette tension et aux différentes manières d'y répondre.

Entre éthiques *procédurale* et *processuelle,* des pratiques de recherche en tension

Cette deuxième partie explore les effets de la tension entre *éthique procédurale* et *éthique processuelle* sur le positionnement et les pratiques de recherche des anthropologues. La distinction entre ces deux compréhensions de l'éthique se manifeste dans les réponses différentes apportées aux scandales qui ont marqué l'histoire des sciences biomédicales d'un côté et celle de l'anthropologie, de l'autre. Si les premières ont focalisé leur attention sur le droit des individus à la protection et sur le consentement éclairé, la seconde a plutôt inscrit le souci éthique dans une politisation des relations de recherche et le développement de démarches réflexives, situées et relationnelles (Ellis 2007; Ferdinand et al. 2007; Hoeyer et al. 2005). Afin de comprendre la spécificité de l'éthique de la recherche telle qu'elle s'est développée en anthropologie, il est nécessaire de se pencher sur son émergence.

Les relations de terrain, des relations de pouvoir ?

En anthropologie, une réflexion de fond sur les droits et la protection des participant·e·s à la recherche émerge dans les années 1970 en lien avec les recompositions géopolitiques résultant des processus de décolonisation. Ces reformulations ont radicalement changé l'objet de recherche traditionnel de l'anthropologie – des sociétés à petite échelle considérées comme « autres » – et ont ainsi fourni l'occasion d'une révision critique de l'histoire de la discipline et des connaissances produites jusque-là. Dans un climat général de mouvements sociaux, tant les conditions de production du savoir que ses usages sont revisés à la lumière des relations de pouvoir complexes entre colonisatrices et colonisateurs d'une part, et colonisé·e·s d'autre part, amenant au cœur de la réflexion anthropologique un questionnement sur les rapports entre savoir et pouvoir (Clifford et Marcus 1986).

Dans ce contexte, on assiste à une politisation de la responsabilité morale des chercheur·euse·s et au développement de réponses épistémologiques et méthodologiques plutôt que procédurales. La réflexivité devient constitutive de la démarche anthropologique, dans la mesure où l'analyse des relations aux participant·e·s à la recherche et aux situations sociales propres aux travaux des anthropologues s'inscrit désormais comme une partie intégrante de la démarche et ce, de l'accès au terrain jusqu'à la publication des résultats. En cherchant à développer davantage de symétrie entre chercheur·euse·s et participant·e·s, des démarches d'anthropologie dialogique ou polyphonique (Crapanzano 1977 ; Dwyer 1977) sont également développées afin de donner plus de poids et de visibilité aux voix et aux avis des personnes étudiées. Si ces tentatives ont été critiquées comme représentant une réduction politique des rapports entre participant·e·s et chercheur·euse·s à une simple question d'écriture (Muller 2004 ; Rabinow 1985), elles ont contribué au développement de recherches de type participatif et collaboratif (Boser 2007). De telles démarches soumettent les questionnements des chercheur·euse·s aux participant·e·s à la recherche, en leur rendant des comptes régulièrement et en discutant des résultats, tout en laissant les chercheur·euse·s libres de leurs analyses et interprétations (sur les processus de restitution des résultats, voir notamment Olivier de Sardan 2014 ; Ossipow 2014).

L'approche politisée et relationnelle de l'éthique développée par les anthropologues les a amené·e·s à inscrire la question du consentement éclairé dans un contexte de recherche plus large. Ceci se justifie à leurs yeux par la crainte de réduire cette conscience politique réflexive en focalisant les enjeux éthiques sur la procédure de consentement éclairé qui se verrait vidé de son contenu pour devenir une simple procédure administrative, servant avant tout à protéger légalement les institutions et les chercheur·euse·s. Elle ne prendrait alors pas en compte la complexité des multiples enjeux éthiques auxquels sont confrontés les anthropologues dans la conduite de leurs recherches de terrain. Comme le souligne Lederman (2006b), ces enjeux éthiques se caractérisent par la prise en compte d'une multiplicité d'actrices et d'acteurs aux compréhensions variées de ce qui est « bien » ou « juste ». Les propos de Raymond Massé résument bien cette conception anthropologique de la relation entre pouvoir et éthique :

> *Le champ de l'éthique est [...] concerné par les mécanismes individuels et collectifs d'arbitrage et de règlement des conflits moraux. Or, dans toute société, ces processus d'arbitrage s'inscrivent dans les rapports de pouvoir existant entre les divers groupes d'intérêt qui participent à la discussion. L'éthique est donc le lieu d'une analyse comparée des modèles de résolution de conflits moraux de même que des rapports de pouvoirs économiques, politiques ou religieux qui influent sur la reproduction (ou la marginalisation) de certaines des valeurs morales. Elle reconnaît que le consentement et le consensus moral sont souvent forcés et qu'ils découlent d'usages socio-politiques de normes morales.* (Massé 2016)

Ainsi, contrairement à l'*éthique procédurale*, l'*éthique processuelle* promue par les anthropologues défend l'idée selon laquelle ni les protocoles éthiques, ni les principes déontologiques ne règlent les questions éthiques et morales qui se posent au cours de la recherche. En adéquation avec le caractère inductif et processuel de la démarche de recherche, ces questions surgissent au cours de la recherche, amenant les chercheur·euse·s à les prendre en considération dès leur survenue et à les résoudre notamment par le dialogue avec les participant·e·s et les

collègues concerné·e·s (Berthod et al. 2010). La volonté de défendre une *éthique processuelle* se retrouve dans les principes déontologiques non contraignants promus par les associations anthropologiques, telles que l'*American Anthropological Association* (1971, voir Fassin 2008) ou la SSE. Ceux-ci reposent avant tout sur le respect des personnes étudiées, notamment en matière d'anonymat et de confidentialité. Plutôt que de promouvoir une *éthique procédurale* ou de recourir à l'évaluation de comités d'éthique, ces principes déontologiques ont eu tendance à s'appuyer sur la « bonne réputation » des institutions impliquées dans la recherche, telles que les universités et les institutions de financement, ainsi que sur la sanction par les pairs et les participant.e.s à la recherche.

Une science éthique, une science bonne ?

Quels sont les effets des tensions épistémologiques, méthodologiques et politiques entre *éthique procédurale* et *éthique processuelle* sur l'identité de la discipline et les pratiques de recherche ? Ces dernières années, l'intérêt pour l'éthique et la morale en anthropologie s'est renouvelé, au point que certain·e·s auteur·e·s (Throop 2016; Fassin 2014 ; Caplan 2003) parlent d'un « tournant éthique » (*ethical turn*)[14]. Si les relations de pouvoir ont servi de fondement aux analyses critiques développées en anthropologie, elles ont aussi atteint certaines limites explicatives, qui s'expriment en partie par ce tournant (Keane 2016). Cependant, ces interrogations de fond sur la place de l'éthique et de la morale en anthropologie et sur la posture des chercheur·euse·s – quand elles·ils prennent l'éthique ou la morale comme objet d'étude – restent très éloignées des questions et démarches administratives concrètes auxquelles les anthropologues se soumettent quand leurs projets de recherche se voient assignés à l'évaluation d'une commission d'éthique.

En effet, contrairement au développement d'une *éthique processuelle* caractérisant l'anthropologie, la régulation de l'éthique de la recherche institue plutôt une *éthique procédurale* d'inspiration biomédicale. Dans le monde biomédical, depuis les années 1990, l'éthique de la recherche s'est institutionnalisée, notamment en raison de l'ampleur des enjeux éthiques et sociaux soulevés par la recherche sur le génome humain. Si, au départ, la vision qui prédomine est celle d'une science « bonne », désintéressée et objective, qui est à distinguer des possibles dérives et abus liés à ses usages sociaux (Kerr et al. 1997), on assiste progressivement à une intégration du souci éthique au cœur même des activités de recherche. L'éthique contribue ainsi à l'établissement de distinctions entre « bonne » et « mauvaise » science en lien avec les standards éthiques plus ou moins élevés que les recherches mettent en pratique (Wainwright et al. 2006). En résultent à la fois une intériorisation par les chercheur·euse·s du souci éthique et une délé-

[14] A l'échelle internationale, on constate une multiplication des publications portant sur les dilemmes éthiques posés aux anthropologues et les solutions qu'elles et ils leur ont apportées, par exemple : le blog *Problematorio* (https://problematorio.wordpress.com/blog/, consulté le 27 septembre 2019), les Series Field Notes : Ethics de la *Society for Cultural Anthropology* (https://culanth.org/fieldsights/series/ethics, consulté le 27 septembre 2019), l'ouvrage à venir *Case Studies in Social Science Research Ethics* (http://methods.sagepub.com/writeethicscase, consulté le 27 septembre 2019), le Forum : Qualitative Social Research (http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/browseSearch/identifyTypes/view?identifyType=Debate%3A%20Ethics, consulté le 27 septembre 2019), sans oublier les *Discussions de cas éthiques dans la recherche ethnologique* publiées par le GRED et mentionnées.

gation aux autorités régulatrices qui fait reposer le poids de la responsabilité éthique sur des instances externes, permettant d'en décharger les chercheur·euse·s.

Dans ce contexte, où l'adhésion à l'*éthique procédurale* est utilisée pour distinguer les « bonnes » pratiques de recherche, les anthropologues se retrouvent dans une position inconfortable. La table ronde que le GRED a organisée lors de la conférence annuelle de la SSE en 2016 (voir note 5) en fournit un bon exemple. Suite aux critiques formulées par les anthropologues à l'encontre du formalisme qui guide l'institutionnalisation de l'éthique de la recherche, la discussion a vu émerger deux problèmes. Le premier concerne la perception de la discipline par les non anthropologues. Ces dernier·ère·s sont amené·e·s à considérer que l'« exceptionnalisme méthodologique » défendu par les anthropologues tend à nier les risques encourus par les personnes participant à leurs recherches. Le second problème concerne le blocage du dialogue interdisciplinaire. En effet, les anthropologues peuvent adopter une posture défensive et à montrer que l'*éthique processuelle* qu'ils·elles défendent répond à des standards éthiques plus élevés que l'*éthique procédurale* des commissions. Or, plutôt que de favoriser une compréhension approfondie des deux types d'éthique, cette posture tend plutôt à rigidifier les positions des un·e·s et des autres, en présentant les pratiques de recherche des anthropologues comme pouvant se passer de toute forme de régulation externe.

L'un des défis auxquels sont actuellement confronté·e·s les anthropologues consiste dès lors à légitimer la critique de l'*éthique procédurale* et une certaine forme de résistance à l'évaluation par des tiers qui en résulte, tout en attestant de la nature éthique de leurs pratiques de recherche. En effet, si la focalisation sur le dispositif de consentement formel défendue par les commissions cantonales d'éthique de type biomédical est considérée comme problématique, le souci de la protection des participant·e·s à la recherche est entièrement partagé par les anthropologues. Comment fonder une éthique commune qui place en son cœur la volonté de protection des individus tout en reconnaissant que les moyens pour y arriver puissent diverger ? En effet, la notion de protection s'inscrit dans une vision de la recherche où les participant·e·s consentent à prendre des risques au nom de l'avancée de la science, mais doivent en contrepartie être protégé·e·s par des instances tierces – les autorités éthiques régulatrices – qui vérifieront que les principes éthiques sont respectés en pesant les intérêts entre bénéfices de la recherche et risques encourus par les individus. Cette vision considère les participant·e·s à la recherche comme des personnes vulnérables dont les intérêts doivent être protégés contre l'enthousiasme des chercheur·euse·s ; elle définit l'activité de recherche comme *a priori* dangereuse (Felices-Luna 2016).

Or, il arrive que les anthropologues étudient des groupes de personnes qui ont plus de prestige et de pouvoir qu'elles/eux-mêmes. Si ces personnes-là doivent également être protégées, le risque demeure qu'elles dictent les résultats de l'enquête et qu'elles étouffent toute la portée critique d'une démarche anthropologique qui visant avant tout à questionner le sens commun, à déplacer le regard et à créer des liens inattendus entre les données, en suscitant de la réflexion, plutôt qu'en apportant des réponses (Boden et al. 2009). De plus, il est impossible de prévoir à l'avance dans quelle mesure les résultats d'une enquête seront susceptibles de nuire à tel ou tel groupe d'actrices et d'acteurs, tant les usages politiques de la recherche prennent parfois des formes surprenantes (Bamu et al. 2016 ; Hoeyer et al. 2005).

L'enjeu ici porte finalement sur la reconnaissance de la légitimité de l'approche ethnographique, une fois ses particularités explicitées. De quelle marge de manœuvre face à l'institu-

tionnalisation et la bureaucratisation de l'éthique de la recherche disposent les chercheur·euse·s et représentant·e·s de la discipline anthropologique ? Quelles sont les possibilités de positionnement et d'action face à cette évolution des processus de légitimation et de contrôle de la recherche ? Afin de réfléchir à ces questions, nous présentons et discutons ci-dessous trois postures possibles que les anthropologues peuvent adopter, en nous posant la question des risques et des enjeux liés à chacune d'elles.

Entre moralisme, pragmatisme et dialogue : postures et alternatives

La première posture, que nous qualifions de moraliste, est la plus radicale. Elle consiste à contester l'autorité des commissions d'éthique car les critères qu'elles appliquent ne sont pas adaptés à la recherche ethnographique et leur efficacité réelle pour protéger les participant·e·s à la recherche est remise en question. Il s'agit d'un refus de se livrer à un exercice perçu comme un dispositif aux effets indésirables sur la recherche elle-même, et notamment à une contractualisation d'un rapport d'enquête originellement construit sur l'idée d'un engagement ethnographique. L'objectif concret d'une telle posture serait sans doute de convaincre, le plus largement possible, de la particularité des approches ethnographiques et d'obtenir au final un traitement différencié sur le plan de l'éthique. Cependant, le principal risque lié à un tel positionnement est d'atténuer la légitimité scientifique des pratiques de recherche, en donnant l'impression que la discipline rejette la validité des questionnements éthiques eux-mêmes ou, plus modérément, qu'elle refuse de déléguer à une instance externe la validation de l'éthique de la recherche. En effet, si la notion d'engagement ethnographique parle peut-être aux anthropologues et à leurs plus proches collègues, il est moins sûr qu'elle convainque un plus large public, d'autant plus que cette posture implique que l'anthropologue soit la seule personne à pouvoir juger de l'éthique de son propre engagement.

Une deuxième posture consiste à jouer avec le système en place, sans s'y engager plus que nécessaire. Elle s'inspire d'un pragmatisme ethnographique qui a montré depuis longtemps les limites des institutions et des règles visant à cadrer les pratiques des individus, ces derniers utilisant leur marge de manœuvre pour inventer des détours et bricoler des stratégies d'évitement. L'idée des effets contreproductifs du dispositif institutionnel reste bien présente ici, mais la réponse est différente. Entre remise en cause et acceptation pragmatique, elle implique de se soumettre aux nouvelles procédures et de jouer le jeu institutionnel, sans forcément adhérer aux principes qui le sous-tendent. Le pari qui est fait ici est de maintenir les spécificités et les libertés de la discipline anthropologique tout en s'adaptant aux nouvelles contraintes de l'*éthique procédurale.* Nous voyons deux risques principaux inhérents à une telle posture. Le premier consisterait à réduire implicitement la question de l'éthique à cette forme de « détour procédurier ». L'anthropologue ne risque-t-elle/il pas de considérer que la question de l'éthique se réduit finalement à cette participation et à ce traitement superficiel ? Deuxièmement, tout cadre administratif et langagier a une dimension performative. Se plier à des standards éthiques conçus pour d'autres approches méthodologiques et épistémologiques comporte le risque de transformer la recherche ethnographique, tant dans ses thématiques – évitement des sujets

sensibles – que dans ses méthodes – par exemple en privilégiant des entretiens formels plutôt que l'observation participante. Si cette option est, de fait, majoritairement adoptée aujourd'hui en raison de la multiplication des demandes formelles de l'éthique, les risques qu'elle entraîne ne nous semblent pas souhaitables.

Enfin, la troisième posture que nous souhaitons envisager ici est celle d'une participation au dialogue autour de l'éthique de la recherche et d'un engagement dans son institutionnalisation. Elle repose sur l'espoir d'une ouverture des commissions d'éthique à l'*éthique processuelle* et d'une progression dans la qualité du traitement des questions éthiques aux cas spécifiques des recherches ethnographiques. Promue par différent·e·s chercheur·euse·s (voir par exemple Lederman 2006c), une telle posture implique de faire sienne l'idée qu'une action est nécessaire en matière de réglementation et de gouvernance de l'éthique de la recherche, que cela soit pour des raisons sociétales ou d'éthique plus fondamentale. Portant un regard critique mais ouvert sur le fonctionnement actuel des institutions en charge de l'éthique de la recherche, cette position vise à s'engager dans le débat afin d'améliorer le traitement institutionnel de l'éthique de la recherche. Le principal risque de la participation se trouve alors dans l'éventuelle rigidification des positions et le renforcement des incompréhensions mutuelles. Le risque de l'échec d'un engagement aurait pour conséquence de perdre le pari de l'amélioration institutionnelle, tout en ayant contribué à saper les bases d'une résistance plus globale au processus de bureaucratisation de l'éthique.

Reste à discuter plus concrètement des modalités possibles de cette participation. Nous voyons ici deux options principales. Il est possible de promouvoir l'intégration d'anthropologues et d'autres chercheur·euse·s en sciences sociales adoptant des démarches qualitatives au sein des commissions d'éthique existantes. Cela implique d'accepter, dans une certaine mesure, leur mode de fonctionnement et de mettre activement en dialogue représentant·e·s d'une *éthique procédurale* et d'une *éthique processuelle.* Ce choix viserait à faire évoluer les institutions en interne par le renforcement de leurs compétences spécifiques en matière de sciences sociales qualitatives qui soient mobilisables en cas de besoin, tout en conservant le caractère transversal et généraliste de ces commissions.

L'alternative serait la création de commissions spécifiques à des disciplines ou des groupes de disciplines, comme une commission d'éthique pour les sciences sociales. Ceci sous-entend de considérer que l'instrument « commission » est adapté aux besoins des chercheur·euse·s en termes d'éthique de la recherche et d'accepter le formalisme qu'il implique, même s'il est possible d'en élargir les objectifs et le rôle, afin qu'il soit davantage tourné vers les besoins des chercheur·euse·s. Un argument plaidant en faveur de la création de commissions disciplinaires est celui de la compétence des expert·e·s pour évaluer des projets de recherche dans leurs particularités méthodologiques, épistémologiques et éthiques. Plutôt que de voir des projets défendant une *éthique processuelle* évalués à l'aune des critères d'une *éthique procédurale,* il s'agirait de développer des formes d'évaluation adaptées aux spécificités de notre discipline. On peut aussi supposer qu'une commission composée de spécialistes de la discipline sera plus à même d'identifier des tentatives d'évitement ou de contournement de critères éthiques au sein d'un projet.

L'une des questions fondamentales que poserait la création d'une commission spécifique à un champ disciplinaire est celle de la transversalité des critères éthiques. Quoi qu'il en soit, la constitution de commissions spécifiques aux sciences sociales qualitatives présenterait l'avan-

tage de développer de nouvelles approches formelles, d'ajuster des critères d'évaluation et d'intégrer davantage de complexité. Cela permettrait en d'autres termes de favoriser l'articulation et l'intégration de l'*éthique procédurale* et *processuelle*. De telles commissions pourraient être organisées par universités ou au sein des sociétés professionnelles telles que la SSE. Afin d'éviter la multiplication d'initiatives isolées, il semble important de ne pas perdre de vue les besoins de communication et de coordination qui peuvent en découler. Pour pourvoir débattre de la mise en place de telles commissions et des modalités de leur fonctionnement, il serait primordial d'ouvrir la discussion non seulement au sein de la communauté des anthropologues, mais plus largement auprès des chercheur·euse·s en sciences sociales qualitatives.

Finalement, en raison de l'importance des questions éthiques auxquelles se trouvent confronté·e·s les étudiant·e·s et les chercheur·euse·s dans la conduite de leurs étude de terrains, il nous semble crucial de promouvoir le dialogue autour de l'éthique de la recherche en créant différents espaces qui lui seraient dédiés, ainsi que de soutenir la formation interdisciplinaire à l'éthique de la recherche, qui reste encore très peu représentée dans les milieux universitaires.

Conclusion

En arrière fond des débats sur la régulation et le contrôle de l'éthique de la recherche, il est important de rappeler la différence fondamentale existant entre les deux approches éthiques précédemment mises en avant. La première se concentre sur les participant·e·s et leur protection. Elle est au fondement de l'élaboration des commissions d'éthique et du principe du consentement éclairé. Elle prend sa source dans les grands scandales qui ont entaché l'histoire de la recherche médicale du 20e siècle. La seconde approche porte davantage son attention sur les implications sociales et politiques des activités de recherche. En réponse aux scandales liés aux usages des sciences sociales dans des projets étatiques (post)coloniaux, l'anthropologie et les sciences sociales qualitatives reconnaissent la dimension politique et située du savoir scientifique et privilégient la seconde approche. À ces deux formes d'éthique correspondent deux définitions distinctes de la nature des problèmes qui pourraient résulter de la participation (ou non) à une recherche. La première approche formule la question en termes individualistes et d'impacts directs, notamment concernant l'intégrité physique ou psychologique de la personne. La seconde intègre les phénomènes de domination collective et de critique sociale; elle s'interroge sur le lien entre pratiques de recherche et (re)production du social.

Ces deux approches de l'éthique peuvent se compléter. Toujours est-il qu'accentuer l'une ou l'autre produit des positionnements éthiques profondément différents. Les procédures formelles de régulation de l'éthique de la recherche tendent à évacuer les aspects éthiques liés à la critique sociale. En rappelant la dimension critique et réflexive de l'éthique, nous voyons un rôle fondamental que les sciences sociales ont à jouer dans la régulation de l'éthique de la recherche. Au lieu de se concentrer sur l'adéquation ou non d'outils tels que les commissions d'éthique ou le dispositif de consentement éclairé avec les méthodes ethnographiques, il est nécessaire de réfléchir à de nouveaux moyens, complémentaires, qui permettent d'interroger les conséquences sociétales de la recherche.

AUF DER SUCHE NACH ETHIK

Gesetzliche Bestimmungen und empirische Fragestellungen für die Anthropologie[1]

Julie Perrin, Nolwenn Bühler, Marc-Antoine Berthod, Jérémie Forney, Sabine Kradolfer, Laurence Ossipow

Zusammenfassung

Dieses Dokument ist die Übersetzung des Artikels "Searching for Ethics: Legal requirements and empirical issues for anthropology" (Perrin et al. 2018). Es analysiert die neuen gesetzlichen Bestimmungen, die sich auf qualitative Forschungspraktiken auswirken und zur Institutionalisierung der Forschungsethik in den Sozial- und Geisteswissenschaften in der Schweiz beitragen. Der Beitrag zeichnet die Entstehung neuer Formen der Forschungsregulierung nach und zeigt, wie ihre erkenntnistheoretischen Vorannahmen die Sozialanthropologie herausfordern. Der zwiete Teil diskutiert das Verhältnis von *Verfahrensethik* und *Prozessethik*. Schliesslich diskutieren die Autor·innen die Möglichkeiten, wie Sozialanthropolog·innen und andere qualitativ arbeitenden Sozialwissenschafter·innen sich dazu positionieren könnten.

Schlagwörter: *Forschungsethik, Recht, informierte Einwilligung, Ethikkommission, Epistemologie*

Das letzte Jahrzehnt hat einen deutlichen Zuwachs an Regulierungen bezüglich der sozialen Beziehungen zwischen Forschenden und Forschungsteilnehmenden mit sich gebracht. Dieser ausgedehnte Geltungsbereich spiegelt sowohl verstärkte staatliche Intervention für den Schutz der Würde, der Privatsphäre und der Gesundheit der Forschungsteilnehmenden wider, als auch die zunehmende transnationale Etablierung neuer wissenschaftlicher Standards, welche

[1] Dieser Text ist die deutsche Übersetzung von «Searching for Ethics: Legal requirements and empirical issues for anthropology» (Perrin et al. 2018). Er richtet sich an alle ethnografisch arbeitenden Forscher·innen, Dozent·innen und Student·innen, für die der rechtliche Kontext in der Schweiz relevant ist. Die Einleitung der Übersetzung wurde leicht überarbeitet. Wir sind allen, die sich bereit erklärt haben, Informationen mit uns zu teilen, dankbar für ihre Überlegungen über die jüngsten Entwicklungen des Rechtsrahmen im Bereich der Forschungsethik. Dieser Artikel profitierte auch von den wertvollen Kommentaren von Claudine Burton-Jeangros, Professorin für Soziologie und Mitglied des Ethikrates der Universität Genf (Commission universitaire d'éthique de la recherche), und von Anne Lavanchy, Professorin für Anthropologie an der Fachhochschule für Sozialarbeit in Genf. Wir danken ihnen herzlich für die sorgfältige Lektüre einer früheren Version. Wir danken auch herzlich Thomas Vetter (Institut für Anthropologie, Universität Neuchâtel) und der Koordinatorin der AED Wiebke Wiesigel (Institut für Anthropologie, Universität Neuchâtel) für das präzise und hilfreiche Lektorat der deutschen Übersetzung. Wir bleiben dennoch voll verantwortlich für den gesamten Inhalt dieses Artikels.Übersetzung: Gerhild Perl, mit finanzieller Unterstützung der HES-SO Fachhochschule Westschweiz.

von öffentlichen Forschungsförderungsstellen unterstützt werden. Diesen Prozessen liegt der kollektive Wille zugrunde, die Einhaltung der «guten Forschungspraxis» durch die Einführung von administrativen Verfahren zu gewährleisten, welche die Beziehungen zwischen Forschenden und Forschungsteilnehmenden formalisieren.

Es ist wichtig anzumerken, dass die *Verfahrensethik* (Felices-Luna 2016) – d. h. Verwaltungshandlungen, die auf gesetzlichen Bestimmungen beruhen und darauf abzielen, Forschungsteilnehmende im Voraus durch standardisierte ethische Protokolle zu schützen – nicht mit der in den qualitativen Sozialwissenschaften angewandten *Prozessethik* übereinstimmt. Unter *Prozessethik* verstehen wir Ansätze, denen ein umfassendes, relationales und positionelles Verständnis von Forschungsethik innewohnt und deren Prinzipien sich an die Besonderheiten der einzelnen Forschungssituationen anpassen.[2] In der Anthropologie besteht Konsens darüber, dass jedes System moralischer Normen in der Praxis Widersprüche und Dilemmata beinhaltet und dass folglich Ethik – und somit das Aushandeln von unterschiedlichen normativen Ordnungen – «eine Anpassung der moralischen Entscheidungen an Kontexte und Umstände» (Massé 2016, Übers.) bedarf. Diese Aushandlungen verfolgen das Ziel «ein Gleichgewicht zwischen den verschiedenen involvierten Parteien zu erreichen» (Felices-Luna 2016: 18, Übers.).

Dieser Artikel aktualisiert und vertieft die kollaborative Arbeit, welche die Arbeitsgruppe Ethik und Deontologie (AED) der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft (SEG) im Laufe von fast zehn Jahren geleistet hat (siehe Kontextualisierung der AED am Ende des Textes). Dabei werden zwei Ziele verfolgt. Einerseits sollen Sozialwissenschaftler·innen, die mit qualitativen Methoden arbeiten, über die jüngsten Änderungen der schweizerischen Gesetzgebung zur Forschungsethik informiert werden, wobei bisherige Umstrukturierungen ebenso berücksichtigt werden, wie die Richtungen, welche die Regelungen in naher Zukunft einschlagen könnten. Angesichts der Tatsache, dass Anthropolog·innen bislang nicht an den aktuellen politischen Debatten über die neuen gesetzlichen Regelungen teilgenommen haben, soll andererseits der intra- und interdisziplinäre Dialog über Forschungsethik gefördert werden. Unsere Analyse der verschiedenen Gesetze, welche die Forschung regulieren, zeigt, dass die Formalisierung der Beziehung zwischen Teilnehmenden und Forschenden durch die «freiwillige, vorherige, informierte Einwilligungserklärung» zunehmend zu einer allgemeinen Bedingung wird. Dieser Trend birgt nicht nur Unsicherheiten bezüglich der zukünftigen Bedingungen für die anthropologische Wissensproduktion (insbesondere Zugänge zu Fördermitteln, Forschungsfeldern und Veröffentlichungen in wissenschaftlichen Zeitschriften), sondern wirft auch die Frage auf, ob die epistemologischen und methodologischen Annahmen der Anthropologie und anderer qualitativer Wissenschaften in der öffentlichen Debatte

[2] Seit den 1990er-Jahren ist der Korpus der anthropologischen Literatur und damit die Definitionen von Ethik wesentlich reichhaltiger geworden. In diesem Artikel verwenden wir die von Raymond Massé vorgeschlagene Definition: «Ethik [bietet] einen Raum um in Frage zu stellen, ob Normen gut begründet sind, oder sogar für eine Schlichtung durch Individuen und Gruppen zwischen den verschiedenen Normen, die durch die Vielfalt der moralischen Systeme (religiöse, institutionelle, gemeinschaftliche usw.), denen sie ausgesetzt sind, angeboten werden. Es wird davon ausgegangen, dass der Einzelne die Alternativen kennt und die kritische Distanz hat, die für eine abweichende oder informierte Annahme notwendig ist. In diesem Sinne basiert sie auf der Freiheit, zu analysieren und ein Urteil zu fällen» (Massé 2016, Übers.).

über Forschungspolitik und über die Rolle(n) der Wissenschaft in der Gesellschaft berücksichtigt werden.

Dieser Artikel beruht auf der Analyse von Gesetzestexten und Parlamentsdebatten, ergänzt durch eine Reihe von informellen Interviews mit Mitgliedern der SEG, Mitarbeitenden der schweizerischen Bundes- und Kantonsverwaltungen sowie Kolleg·innen aus anderen Fachbereichen. Im ersten Teil skizzieren wir zentrale Entwicklungen, die zum Entstehen einer *Verfahrensethik* beigetragen haben. Anschliessend analysieren wir zum einen die Veränderungen, die durch die Aufnahme von Artikel 118b «Forschung am Menschen» in die Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft initiiert wurden. Zum anderen diskutieren wir die Umstrukturierung der kantonalen Ethikkommissionen und die daraus resultierenden Reaktionen der institutionellen Akteur·innen. Abschliessend beschreiben wir die laufende Totalrevision des Bundesgesetzes über den Datenschutz (DSG) und die abgeschlossene Revision des Bundesgesetzes über die Förderung der Forschung und der Innovation (FIFG). Dabei zeigen wir, wie die Einwilligungserklärung zu einer zentralen Frage an der Schnittstelle von Recht, Ethik und Epistemologie wird. Im zweiten Teil des Artikels konzentrieren wir uns auf das Spannungsverhältnis zwischen *Verfahrens-* und *Prozessethik*. Wir zeigen zunächst, wie die anthropologische Debatte dazu beigetragen hat, die Machtverhältnisse zwischen Teilnehmenden und Forschenden in die Analyse miteinzubeziehen, und legen anschliessend die Bedingungen für die wissenschaftliche Erkenntnisgewinnung dar, die aus der Sicht unserer Disziplin als ethisch gelten. Ausgehend von der Tatsache, dass Anthropolog·innen bislang nicht zu den politischen Debatten über die neuen rechtlichen Bedingungen beigetragen haben, gehen wir auf drei mögliche Haltungen ein, die als Antworten auf die durch bestimmte Rechtsvorschriften geforderte Formalisierung der Beziehungen zwischen Teilnehmenden und Forschenden in Form einer «freiwilligen, vorherigen und informierten Einwilligungserklärung» eingenommen werden könnten.

Pluralität und Veränderungen normativer Ordnungen

Von der Entstehung neuer ethischer Sensibilitäten zu deren Institutionalisierung

Seit dem Ende des Zweiten Weltkriegs, und nach der öffentlichen Aufdeckung diverser Skandale, ist die wissenschaftliche Forschung zum Gegenstand einer Reihe von Interventionen geworden, die von Berufsverbänden, Universitäten und Staaten geleitet wurden.[3] Eine inten-

[3] Die Enthüllung der Experimente von NS-Ärzten an Menschen in Konzentrationslagern war einer der ersten Skandale, der 1947 zur Entwicklung des Nürnberger Kodex führte. Das Tuskegee-Experiment, das zwischen 1930 und 1972 durchgeführt wurde, untersuchte fast 400 afroamerikanische Männer, die an Syphilis litten, und denen die Behandlung mit Penicillin verwehrt wurde. Dies wurde 1947 aufgedeckt. Beteiligte Ärzte waren dabei mitschuldig. Dieses Experiment war eines von mehreren medizinischen Skandalen in den Vereinigten Staaten, die 1964 zur Ausarbeitung der Helsinki-Deklaration durch die Weltärztevereinigung und später zum Belmont-Bericht der US-Regierung 1978 beitrugen (siehe z. B. Lederman 2006a). Alle diese Dokumente besagen, dass die Interessen des Subjekts Vorrang vor den Interessen der Gesellschaft haben sollten. Es sei darauf hingewiesen, dass nach unserem Kenntnisstand die Aufdeckung von Experimenten an Gefangenen in der militärischen-bakteriologischen Forschungseinheit der Kaiserlich-Japanischen Armee

sivierte Sensibilität für Forschungsethik äusserte sich in Stimmen innerhalb und ausserhalb des akademischen Umfelds. Wissenschaftliche Praktiken wurden als «unfair», «unehrlich» oder «schlecht» bezeichnet, oder sogar als «schädlich» und «gefährlich» angeprangert. Dies führte zur Einführung von Ethikkodizes der Berufsverbände und anderer Hochschulsatzungen, die darauf abzielten, die Praktiken ihrer Mitglieder durch die Einführung von Leitprinzipien zu regulieren.

In den 1990er Jahren trug die zunehmende Entwicklung von Rechenschaftspflicht und Kontrollregimen weiter dazu bei, diese Regulierung der Forschung zu verstärken. Forschende wurden dazu verpflichtet sowohl eine transparente Darstellung ihrer Praktiken vorzulegen, als auch Risiken zu vermeiden, die von den Institutionen getragen werden müssten, denen sie angehörten (Amit 2000, Strathern 2000, Lederman 2006a, Jacob und Riles 2007, Boden et al. 2009). Unter den verschiedenen getroffenen Massnahmen ist es wichtig, die Bedeutung der *Institutional Review Boards (IRB)* hervorzuheben, welche zunächst im englischsprachigen Raum entwickelt und später auf andere Länder ausgedehnt wurden. Diese Ausschüsse sind für die Bewertung schriftlicher Forschungsanträge vor Projektbeginn zuständig, mit dem Ziel die Teilnehmenden sowie die Förder- und Forschungseinrichtungen zu schützen, indem die Einhaltung ethischer Grundsätze geprüft wird.

Daniel Cefaï und Paul Costey (2009) stellen interessanterweise fest, dass die von den IRBs festgelegten Grundsätze im Wesentlichen denen des Nürnberger Kodex ähnlich sind: (1) Achtung der Individuen als autonome Akteur·innen, insbesondere derjenigen, die als gefährdet gelten und ein Recht auf verstärkten Schutz haben (Minderjährige und Menschen in einer verletzlichen Position aufgrund sozialer Benachteiligung, Stigmatisierung, geistiger Unzurechnungsfähigkeit oder Behinderung); (2) Sorge um die Forschungsteilnehmenden, was bedeutet, dass keine Forschung durchgeführt werden sollte, wenn sie den involvierten Individuen Schaden zufügen könnte und keine Ergebnisse zum Nutzen aller betreffenden Gemeinschaften liefert; (3) Gerechtigkeit, die verlangt, dass die Forschungsteilnehmenden so ausgewählt werden, dass keine Gruppe, die eigentlich von der Forschung profitieren könnte, benachteiligt wird. Im Einklang mit diesen Grundsätzen stellen die IRBs sicher, dass der Schutz der Forschungsteilnehmenden ausreichend garantiert ist (insbesondere Anonymität und Schutz personenbezogener Daten) und dass der Wert der Forschung gewährleistet ist (unter Berücksichtigung der Ziele, Methoden und Verfahrensweisen).

Während die Anwendung der zu befolgenden Protokolle für hypothetisch-deduktive Ansätze mit festgelegten Fragen, definiertem Zeitplan und einer vorbestimmten Auswahl von Teilnehmenden einfach erscheint (Lederman 2007, zitiert in Fassin 2008: 132), ist dies für die anthropologische Forschung weitaus heikler, da sich hier die Fragen im Laufe der Forschung weiterentwickeln und die Ergebnisse anhand begrenzter Datensätze generalisiert werden. Wie von vielen Anthropolog·innen (Wax 1980, Hammersley 2006, Murphy und Dingwall 2007, Shannon 2007, Plankey-Videla 2012) festgestellt wurde, ist die Forderung nach einer «infor-

---

zwischen 1932 und 1945 offenbar keine besondere Rolle bei der Entwicklung dieser Kodizes gespielt hat. Im Falle der Anthropologie wurde der Einsatz von Anthropologen durch die US-Regierung während des Vietnamkriegs von der American Anthropological Association verurteilt und gab Anstoss zur Einführung des ersten Ethikkodex, der 1971 von der Vereinigung verabschiedet wurde. Die Einführung des Kodex hat die Debatte jedoch nicht beendet (siehe z.B. Assayag 2008).

mierten Einwilligung», die im Mittelpunkt der *Verfahrensethik* der IRBs steht, in vielerlei Hinsicht problematisch.

Es kann sicherlich akzeptiert werden, dass die Forderung nach «informierter Einwilligung» ohne allzu grosse Schwierigkeiten auf die Durchführung von semi-strukturierten Interviews angewendet werden kann. Die Organisation von vorher festgelegten Samples ist jedoch nicht ohne weiteres möglich, da Anthropolog·innen nicht immer im Voraus wissen, mit wem sie Interviews durchführen werden (Dequirez und Hersant 2013). Darüber hinaus kann die Forderung nach der Unterzeichnung einer Einwilligungserklärung Misstrauen bei den Interviewpartner·innen wecken. Schliesslich ist die Entwicklung eines Vertrauensverhältnisses, das manchmal geduldig im Laufe der Zeit hergestellt wird, von grundlegender Bedeutung für die Arbeit der Ethnograph·innen. Es sei auch darauf hingewiesen, dass die vom IRB vorgelegten Forschungsprotokolle informelle Interviewsituationen nicht berücksichtigen. Jedoch sind es oft die informellen «Gespräche» (Olivier de Sardan 1995, Übers.), die während der Beobachtungen geführt werden, durch die Anthropolog·innen zu einer Vielzahl ihrer Daten kommen. Die Einhaltung der geforderten systematischen informierten Einwilligung ist daher in der Forschung, die auf teilnehmender Beobachtung basiert, schwierig, selbst wenn die Rolle der Anthropolog·innen klar verstanden wird und im Voraus mit den untersuchten Institutionen und Gruppen ausgehandelt wurde. Wie Rena Lederman betont, hat diese Problematik zwei Dimensionen: zum einen die Informalität einiger Feldforschungssituationen, sprich «die unverkennbaren Momente der ethnographischen Praxis, in denen ‹Forschung› und ‹Alltag› untrennbar miteinander verbunden sind» (2006a: 477, Übers.); und zum anderen die teilnehmende Beobachtung, deren Besonderheit darin besteht, «kontextuelle Kontrolle in die Hände der Forschungsteilnehmenden» (*op.cit.*: 479, Übers.) zu legen. Darüber hinaus ist es kaum vorstellbar, bei jeder Beobachtung nach einer Unterschrift der Einwilligungserklärung zu fragen – selbst dann, wenn man das Risiko der dadurch entstehenden Störung von Beziehungen und dem Arbeitsprozess ausser Acht lässt.

Diese methodologischen Fragen erklären zu einem gewissen Grad die komplexe Beziehung, die manchmal auf Widerstand beruht, zwischen Anthropolog·innen und der Institutionalisierung der *Verfahrensethik*. Anthropolog·innen weisen auf die Notwendigkeit einer gewissen Vorsicht bei formalen Einschränkungen hin, da deren Anwendung unter Umständen nicht nur der Qualität der Forschung, sondern auch den Forschungsteilnehmenden schaden könnte (Hammersley 2009). Spannungen, die durch unterschiedliche methodische Auffassungen über die Verwendung und Folgen der informierten Einwilligung entstehen, rufen in Erinnerung wie in den 1970er-Jahren ein zunehmendes Bewusstsein für die politische Dimension der Beziehung zwischen Anthropolog·innen und den von ihnen untersuchten Gesellschaften entstand. Seitdem wurde eine Reflexionsgrundlage entwickelt (Blondet und Lantin Mallet 2017), die die Forschenden auffordert, ihre Präsenz im Feld als Teil der Wissenskonstruktion zu analysieren und interpretieren. Damit wird deutlich über die einfache Frage der informierten Einwilligung hinausgegangen, wie sie in den biomedizinischen Wissenschaften praktiziert wird (Hoeyer et al. 2005). Wie wir sehen werden, hat dieses Bewusstsein für die politische Dimension der Forschung Anthropologen·innen dazu veranlasst, eine *Prozessethik* zu entwickeln. Eine solche Ethik ist in der Regel gekennzeichnet durch Dialog, Reziprozität und Wahrung des Vertrauens und bildet oft die Grundlage für die Beziehung zu den Forschungsteilnehmen-

den.[4] Dieser ethische Ansatz wird von anderen qualitativen Sozialwissenschaften geteilt (siehe z. B. Ritterbusch 2012, Burton-Jeangros 2017). Die *Prozessethik* kann sich jedoch nicht mehr unabhängig vom rechtlichen Kontext entwickeln, der nicht nur über die IRBs hinausgeht, sondern tendenziell die Anforderungen an jegliche Forschungsinitiativen spezifischer und straffer gestaltet. Um zu veranschaulichen, wie sich die staatliche Intervention in der Forschungspraxis niederschlägt, untersuchen wir im Folgenden die Einführung bzw. Überarbeitung von drei Bundesgesetzen: das Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (Humanforschungsgesetz, HFG); das Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) und das Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und der Innovation (FIFG).

Unsicherheit über den Geltungsbereich des neuen HFG

Die Schweiz ist ein interessantes Beispiel für die Entwicklung einer zunehmenden Regulierung der Forschung durch die Etablierung standardisierter ethischer Protokolle, da in jüngster Zeit eine Verschärfung des Rechtsrahmens stattgefunden hat. Viele Jahre lang fehlte in den Gesetzen der Schutz der Forschungsteilnehmenden. Als das erste Gesetz über die Finanzierung der Universitäten 1968 erlassen wurde, waren es der Wissenstransfer an die jüngere Generation und die Zusammenarbeit zwischen Forschenden, die im ersten Artikel als «gute wissenschaftliche Praxis» identifiziert wurden (Bundesversammlung 1968: 10). Mit der Schaffung einer Rechtsgrundlage für die Vergabe von Mitteln an Forschungseinrichtungen im Jahr 1983 wurden neue Grundsätze in das Konzept der «guten wissenschaftlichen Praxis» aufgenommen (Art. 2 und 3): Achtung der Freiheit von Lehre und Forschung; Achtung der Vielfalt von Meinungen und wissenschaftlichen Methoden; Förderung der neuen Generation von Wissenschaftler·innen und Erhaltung der Qualität des Forschungspotenzials; und internationale wissenschaftliche Zusammenarbeit (Bundesversammlung 1983: 1062-1063). Ebenso zielen die 1983 im Forschungsgesetz festgelegten «guten wissenschaftlichen Praktiken» in erster Linie darauf ab, die Verwendung von Subventionen des Bundes für kommerzielle Zwecke zu verhindern (Art. 7), die Forschungsergebnisse der Öffentlichkeit zugänglich zu machen (Art. 28) und zu garantieren, dass die Forschung von wissenschaftlichem und allgemeinem Wert ist (Art. 29).

Mit der politischen Bereitschaft, die Schweizer Bundesverfassung durch die Aufnahme eines Artikels über die «Forschung am Menschen» zu ändern, kam es zu einem deutlichen Richtungswechsel im rechtlichen Rahmen der Wissenschaftsethik[5]. Der Verfassungsartikel

[4] Wie Martina Avanza (2008) mit ihrer Forschung über eine fremdenfeindliche Bewegung zeigt, ist nicht jede Beziehung in der anthropologischen Forschung von Empathie und gegenseitigem Vertrauen geprägt. In ihrer Analyse hebt sie zwei Aspekte hervor: Die Umsetzung ethischer Prinzipien in der Praxis besteht für die Forschende in einer Schlichtung, bei der oft die Interessen von sozialen Akteure·innen berücksichtigt werden, die nicht an der Forschung beteiligt sind (in ihrem Fall die Personen, die Zielscheibe fremdenfeindlicher Reden und Handlungen waren). Eine kritische und durchdachte Analyse der untersuchten Beziehung zu den Forschungsteilnehmenden erfordert ein Mindestmass an Sicherheit, um zu gewährleisten, dass die Fragen im Zusammenhang mit der Anwesenheit der Forschenden in diesem Bereich berücksichtigt werden (zu diesem Thema siehe Bouillon et al. 2005).

[5] Es ist zu beachten, dass der schweizerische Rechtsrahmen für Wissenschaftsethik im Jahr 2006 ebenfalls

118b wurde am 7. März 2010 in einem Referendum verabschiedet und bildete die Rechtsgrundlage für die Schaffung des neuen HFG. Dieser Richtungswechsel folgte einem Skandal um illegale klinische Praktiken[6] in der Schweiz und war motiviert durch radikale Veränderungen in der biomedizinischen Forschung, die auf der grossen Menge und Verfügbarkeit von personenbezogenen Daten in digitaler Form – genomisch, klinisch und gesundheitlich – basieren. Ziel des Gesetzes ist es, «Würde, Persönlichkeit und Gesundheit des Menschen in der Forschung schützen» (Art. 1). Das Gesetz strebt ausserdem an förderliche Bedingungen für die Forschung zu schaffen, Qualität zu garantieren und Transparenz zu gewährleisten. Es sei darauf hingewiesen, dass das Gesetz nicht für jede akademische Disziplin gilt, sondern für Forschungsaktivitäten im Gesundheitsbereich einschliesslich anvisierter Forschungsfragen und angewandter Methoden.

Die Auslegung des HFG ist angesichts der offenen Definition des Gesundheitsbereichs, auf den das Gesetz angewendet wird, von zentraler Wichtigkeit. In den durchgeführten Beratungen während der Entwicklung des HFG, zu denen die SEG einen aktiven Beitrag geleistet hat, begrüsste der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF, FNS auf Französisch) zwar den Vorschlag zur Schaffung eines solchen Rechtsrahmens, wies aber auf eine Reihe von Schwachstellen in den ersten Gesetzentwürfen hin. In einer Pressemitteilung vom 31. Mai 2006, wurde insbesondere die nicht eindeutige Definition des Geltungsbereiches «Forschung im Gesundheitsbereich» betont und auf mögliche nachteilige Folgen hingewiesen: «Neben medizinisch-biologischer Forschung, könnte es [diese Beschreibung] alle empirische Forschung in den Sozial- und Verhaltenswissenschaften beinhalten. Der SNF ist der Ansicht, dass das Gesetz stattdessen auf diejenigen Bereiche beschränkt werden sollte, in denen wissenschaftliche Forschung einen tatsächlichen Einfluss auf die Gesundheit der involvierten Personen haben könnte» (FNS 2006: 1, Übers.).

In dem schliesslich angenommenen Rechtsakt wurde die Definition geändert, um diesen Vorbehalten Rechnung zu tragen. Der Geltungsbereich wird nun im ersten Absatz von Artikel 2 wie folgt definiert: «Dieses Gesetz gilt für die Forschung zu Krankheiten des Menschen sowie zu Aufbau und Funktion des menschlichen Körpers, die durchgeführt wird: mit Personen; an verstorbenen Personen; an Embryonen und Föten; mit biologischem Material; mit gesundheitsbezogenen Personendaten» (Bundesversammlung 2011: 2). Die Definition ist zwar präziser geworden, bleibt aber im Hinblick auf viele Forschungsprojekte in den qualitativen

---

geändert wurde, nachdem ein neuer Verfassungsartikel über die finanzielle Unterstützung der Universitäten durch das Volk angenommen wurde. Es wurden Akkreditierungs- und Qualitätssicherungsverfahren eingeführt (Bundesrat 2009).

[6] Bekannt als die VanTX-Affäre. Über mehrere Jahre rekrutierte ein Schweizer Forschungs- und Entwicklungsunternehmen Freiwillige, hauptsächlich aus Estland, für die Teilnahme an klinischen Studien in Basel. Die Studienteilnehmenden erhielten keine ausreichenden Informationen, ausserdem wurde die Einwilligungserklärung nicht in ihre Muttersprache oder in eine andere Sprache übersetzt, die sie gut genug verstanden hätten. Die klinischen Studien waren sehr kurzfristig geplant und die Teilnehmenden wurden sofort danach ohne medizinische Betreuung nach Hause geschickt. Darüber hinaus wurden die Tätigkeiten ohne Mitteilung an die estnischen Behörden durchgeführt, was nach estnischem Recht rechtswidrig ist. Im Frühjahr 1999 brach der Skandal aus und machte auf die fehlende staatliche Regulierung der klinischen Studien in der Schweiz aufmerksam. Auffallend ist, dass die Rolle dieser Affäre bei der Schaffung des HFG in den Diskussionen der sozialwissenschaftlichen Forschenden rund um das neue HFG keine Notiz fand (Perrin 2017).

Sozialwissenschaften ambivalent[7], in denen oft indirekt personenbezogene Informationen zum Thema Gesundheit gesammelt werden.

Ein Ethiker des Schweizer Bundesamtes für Gesundheit (BAG), der für die Kommunikation über die Regulierung der Forschung am Menschen zuständig ist und den wir kontaktierten, sagte zu diesem Punkt: «Für die Sozialwissenschaften fallen nur solche Projekte in den Geltungsbereich des Gesetzes, bei denen gesundheitsbezogene Daten mit Daten wie Biomarkern (biologisches oder genetisches Material), sowie zum Beispiel Labortestergebnissen, in Zusammenhang gebracht werden» (Interviewnotizen, Übers.). Laut einem Mitglied einer kantonalen Ethikkommission können zwar gesundheitsbezogene Daten in ethnographischen Forschungsprojekten erhoben werden, aber nur jene Projekte, die tatsächlich das Ziel haben, Wissen in einem medizinischen oder gesundheitlichen Bereich zu generieren, fallen in den Geltungsbereich des Gesetzes. Dem Mitglied einer anderen kantonalen Ethikkommission zufolge ist der Zugang zu medizinischen Akten als Forschungsmaterial ein entscheidendes Kriterium, selbst wenn die meisten Entscheidungen von Fall zu Fall getroffen werden. Dies zeigt sowohl die Unklarheit über die praktische Anwendung des Gesetzes in Bezug auf ethnographische Projekte, als auch den Interpretationsspielraum der den kantonalen Ethikkommissionen überlassen wird. Der Umfang des HFG bleibt somit trotz Klärungsversuchen des BAGs im Jahr 2013 und der Swissethics[8] in den Jahren 2014 und 2015 teilweise undefiniert.

Auf verschiedenen Ebenen wurden Initiativen ergriffen, um diese Unsicherheiten[9] zu beheben. Im Jahr 2015 veröffentlichte die Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) einen Praxisleitfaden, der unter Berücksichtigung des HFG überarbeitet und ergänzt wurde. Der Leitfaden, der von Swissethics als nützliches Instrument anerkannt ist, gibt einen Überblick über die wichtigsten Fragen bezüglich des HFG und legt die «guten Praktiken» dar, die befolgt werden sollten. Er betont, dass es wichtig ist, eine zu wörtliche Auslegung der Rechtsvorschriften zu vermeiden: «[...] die etablierten Standards der Forschungsethik innerhalb der Wissenschaftsgemeinschaft, aber auch in der Öffentlichkeit ständig kritisch zu hinterfragen» (SAMW 2015: 18). Der Leitfaden erkennt an, dass die Definition des Geltungsbereichs des Gesetzes offen für Interpretationen ist und dass es je nach Einzelfall angewendet werden sollte. Einer der aufgeworfenen Punkte ist die Frage, was «Forschung» nach dem Modell von «Qualitätssicherungsprojekten» ist und was nicht. In Zweifelsfällen empfiehlt der Leitfaden, dass Ratschläge von kantonalen Ethikkommissionen eingeholt werden sollten[10].

---

[7] Es sei darauf hingewiesen, dass Forschende in den quantitativen Sozialwissenschaften auch Fragen nach geeigneten Evaluierungsmethoden für ihre Projekte haben und dass Projekte, die einem Mixed-Methods-Ansatz folgen, noch einen zusätzlichen Fragenkomplex aufwerfen.

[8] Swissethics ist ein gemeinnütziger Verein, der 2011 gegründet wurde. «Zweck des Vereins ist die Sicherstellung der Koordination unter den kantonalen Ethikkommissionen in der Schweiz mit dem Ziel, eine einheitliche Anwendung der bundesrechtlichen Bestimmungen zur Humanforschung zu erreichen und den Informations- und Meinungsaustausch zu pflegen» (Swissethics 2018, Art. 2.1).

[9] Es sei darauf hingewiesen, dass diese Initiativen hauptsächlich von Vertreter·innen der Medizinwissenschaften durchgeführt werden, wie das von SAMW und Swissethics entwickelte Modell der «allgemeinen Zustimmung», das sich derzeit in einer zweiten Konsultationsrunde (SAMW 2016) befindet, deutlich zeigt. Unter bestimmten Bedingungen erlaubt das HFG die Erstellung einer «allgemeinen Zustimmung», durch welche die Teilnehmenden die Verwendung ihrer Daten und Proben in späteren Forschungsprojekten akzeptieren können.

[10] Die Einreichung von Forschungsprojekten bei den kantonalen Ethikkommissionen erfolgt seit dem 1. Januar

Diese Unsicherheiten sorgen für Unzufriedenheit bei den Forschenden, und es werden bereits in den Jahren 2019–2020 Gesetzesänderungen bzw. -ergänzungen erwartet. Eine der zentralen Fragen, die gelöst werden sollte, ist, ob der Geltungsbereich des HFG geklärt werden muss oder ob ethische Verfahren auf alle Forschungsprojekte ausgedehnt werden sollen, unabhängig von der Studienrichtung und Disziplin. In der Zwischenzeit tun alle Beteiligten, sowohl Institutionen als auch Einzelpersonen, ihr Bestes, um den rechtlichen Rahmen angemessen zu interpretieren, entsprechend ihrer Position in der «Lieferkette» der wissenschaftlichen Forschung, von Geldgebern bis zu Forscherinnen.

Damit überlässt der SNF es den Antragstellenden von Forschungsgesuchen, zu entscheiden, ob ihr Projekt eine ethische Beurteilung erfordert. Es sind daher die Forschenden, die das Kästchen ankreuzen müssen, welches angibt, ob es sich bei dem Projekt um eine «Forschung am Menschen» handelt oder nicht. Wenn die Gesuchstellenden dieses Kästchen nicht ankreuzen, liegt es auch nicht im Aufgabenbereich des SNF zu prüfen, ob die Forschung mit dem HFG übereinstimmt. Die Forschenden müssen daher ihre eigenen Ressourcen – oder die Unterstützung der Institution, für die sie arbeiten – nutzen, um zu entscheiden, ob ihre Projekte unter das HFG fallen, und sie gegebenenfalls an die von der jeweiligen kantonalen Ethikkommission festgelegten Verfahren anpassen.

Umstrukturierung von kantonalen Ethikkommissionen und institutionelle Reaktionen

Nach Inkrafttreten des HFG wurden die kantonalen Ethikkommissionen, die oft in Universitätskliniken entwickelt wurden, bezüglich Region, Grösse und Mitgliedschaft umstrukturiert mit dem Zweck ihre Tätigkeiten zu rationalisieren. Mit dem Ziel, die verfügbaren Ressourcen zu optimieren und die je nach Kanton unterschiedlich vielen Bewertungsgesuche zu koordinieren, wurden kantonale und regionale Ethikausschüsse für die Forschung am Menschen eingesetzt.

Die Kommissionsmitglieder haben in der Regel einen Hintergrund in den biomedizinischen Wissenschaften oder im Recht. So hatte beispielsweise die Genfer Ethikkommission zum Zeitpunkt der Ausarbeitung dieses Artikels 38 Mitglieder, von denen nur acht Personen keinen medizinischen oder paramedizinischen Beruf ausübten[11]. Obwohl dieser Ausschuss als erster in der ganzen Schweiz eine Anwaltschaft für Patienten·innenrechte eingerichtet hat, vertritt keines seiner Mitglieder die qualitativen Sozialwissenschaften. Diese deutliche Unterrepräsentation zeigt nicht nur, dass Forschende, die qualitative Methoden anwenden, Ethikkommissionen, die sich vor allem auf die biomedizinische Forschung konzentrieren, als irrelevant beurteilen, sondern auch, dass sie ein anderes Verständnis von ethischen Fragen haben, wie wir weiter unten diskutieren werden.

2016 über das Internetportal BASEC (Business Administration System for Ethics Committees). Das Einreichformular gibt den Forschenden Aufschluss darüber, ob das eingereichte Projekt von einer kantonalen Ethikkommission überprüft werden muss.

[11] Es gibt zwei Anwälte, einen Rechtsexperten, eine Vertreterin für Patienten·innenrechte, zwei Theologen, einen technischen und fachlichen Transferassistenten und eine Biostatistikerin.

Als Antwort auf die Institutionalisierung der *Verfahrensethik,* die Forderung von Geldgebern und wissenschaftlichen Zeitschriften nach ethischen Garantien und die Unsicherheit über den Geltungsbereich des HFG, wurden in jüngster Zeit mehrere Anpassungsversuche vorgeschlagen. Einige Universitäten haben Initiative ergriffen und ihre eigenen Gremien gegründet, um ethische Fragen intern zu regeln. Obwohl es grosse Unterschiede in den institutionellen Praktiken gibt, zeichnet sich eine allgemeine Tendenz ab: die Stärkung der Verfahren in Bezug auf die Forschungsethik unter Berücksichtigung des rechtlichen Rahmens der HFG.

Die Institutionen nehmen nun durch unterschiedliche Strategien durchsetzungsfähigere Positionen ein: von der Regulierungspflicht durch die IRBs, auf die (auch bei studentischen Arbeiten) zurückgegriffen werden muss, bis hin zur Überlassung der Bewertung an Forschungsteams (Burton-Jeangros 2017). Einige Hochschulen entscheiden sich für eine Nicht-Regulierung dieser Frage und geben keine allgemeinen Hinweise zur Forschungsethik. Andere wiederum fördern ein Nachdenken über die akademische Integrität und befassen sich vor allem mit Fragen von Betrug und Plagiaten.

Im Hinblick auf die formalen Anforderungen an die Forschung innerhalb des HFG kann keine dieser Initiativen die kantonalen Ethikkommissionen ersetzen. Sie sind jedoch untrennbar mit den gesetzlichen Anforderungen verbunden und fungieren gegebenenfalls als Schnittstelle zwischen den Geldgebern – dem SNF oder oftmals privaten Stiftungen –, den Universitäten, kantonalen Ethikkommissionen und Forschenden. Als Beispiel für solch eine Vermittlerrolle ist die Universität Neuchâtel nennenswert, die eine Kommission zur Ethikprüfung institutionalisiert hat, welche sich als Anlaufstelle zwischen Forschenden und dem kantonalen Ethikausschuss präsentiert. Sie unterstützt insbesondere die Beurteilung ethischer Fragen, die es ermöglicht, darüber zu entscheiden, ob es notwendig ist, einen Antrag an den kantonalen Ausschuss zu stellen (oder nicht) unter Berücksichtigung der Anliegen der Forschenden. Sie fördert auch die Weiterbildung von Forschenden in Fragen der Forschungsethik.

Angleichung an europäische Standards und Institutionalisierung restriktiver Normen: die Revisionen des DSG und des FIFG

Während das HFG das Thema Forschungsethik in den qualitativen Sozialwissenschaften[12] in den Vordergrund der Debatte gestellt und zu dessen Institutionalisierung beigetragen hat, sind die Folgen der Totalrevision des DSG unklar geblieben. Die Schwierigkeiten, die der AED von Forschenden, die Mitglieder der SEG sind, gemeldet wurden, deuten jedoch auf Hindernisse bei der Durchführung von Forschungsprojekten hin, die nicht aus dem HFG, sondern aus dem DSG resultieren. Was ist das für ein Gesetz und was bedeutet es für Anthropolog·innen? Ziel des DSG ist es, natürliche und juristische Personen (Unternehmen und Verbände) vor nachteiligen Auswirkungen – wie der Beeinträchtigung der Privatsphäre, Reputation oder Kreditwürdigkeit sowie vor möglicher Überwachung – infolge der Verarbeitung personenbezogener Daten zu schützen. Das Anliegen, die Daten in einer Gesellschaft zu schützen, die durch wach-

[12] Siehe z. B.: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie (2007), Berthod et al. (2010), Burton-Jeangros (2017), FORS (2017).

sende Möglichkeiten der Informations- und Kommunikationstechnologien gekennzeichnet ist, wurde bereits 1971 in einem ersten parlamentarischen Antrag zum Ausdruck gebracht. Im Jahr 1977 folgten zwei parlamentarische Initiativen, die die Entwicklung eines Bundesgesetzes über den Datenschutz forderten (Bundesrat 1988: 426). Das DSG wurde schliesslich 1992 verabschiedet. Es zielt in erster Linie darauf ab, ein Gleichgewicht zwischen den Bedürfnissen von Wirtschaft und Industrie auf der einen Seite und dem Schutz des Individuums auf der anderen Seite herzustellen. Da die Aufhebung der ärztlichen Schweigepflicht für Forschungszwecke spezifische Fragen aufwirft, stellt die medizinische Forschung einen sehr wesentlichen Gegenstand des Gesetzes dar. In Anbetracht der Tatsache, dass es sich um ein öffentliches Gut handelt, genehmigt das DSG die Verarbeitung personenbezogener medizinischer Daten für Forschungszwecke vorbehaltlich der informierten Einwilligung (*op. cit.*: 524–525).

Andere Forschungsaktivitäten sind ebenfalls, wenn auch in geringem Masse, von der Regulierung der Datenverarbeitung betroffen. Die Botschaften, die dem ursprünglichen Gesetz und dessen aktueller Überarbeitung beiliegen (*op. cit.*, Bundesrat 2017), berücksichtigen die Besonderheiten der Forschung. Diese wird in dieselbe Kategorie wie Planung und Statistik eingestuft, da ihre Ziele nicht direkt mit den Forschungssubjekten in Beziehung stehen. Das Gesetz erkennt zwar an, dass Forschung im öffentlichen Interesse liegt, verlangt aber, dass die verarbeiteten Daten anonymisiert werden. Forschungsergebnisse können daher veröffentlicht werden, vorausgesetzt, sie sind anonymisiert und es somit nicht möglich ist, Forschungsteilnehmende zu identifizieren. Das DSG schafft jedoch eine Kategorie von Daten, genannt «besonders schützenswerte Personendaten», die aufgrund des erhöhten Schadensrisikos für Einzelpersonen einer speziellen rechtlichen Regulierung unterliegen. Nach Artikel 4 Absatz c des aktuellen Gesetzentwurfs umfasst diese Kategorie Daten «über religiöse, weltanschauliche, politische oder gewerkschaftliche Ansichten oder Tätigkeiten»; «über die Gesundheit, die Intimsphäre oder die Zugehörigkeit zu einer Rasse oder Ethnie»; «genetische Daten»; «biometrische Daten, die eine natürliche Person eindeutig identifizieren»; «Daten über verwaltungs- und strafrechtliche Verfolgungen oder Sanktionen»; und «Daten über Massnahmen der sozialen Hilfe» (Bundesversammlung 2017: 7207–7208). Mit dem Ziel der Vollständigkeit unterwirft dieser Gesetzesentwurf die Verarbeitung solcher Daten einer Einwilligung, die explizit, frei und informiert sein sollte, was dazu führt, dass dieses Vorgehen zu einem wesentlichen Bestandteil der Forschung in allen Disziplinen wird.

Das derzeitige Ausmass der Digitalisierung von Daten oder *Big Data* sowie die von den Fördereinrichtungen begünstigten Open-Access-Richtlinien (Banister 2007, Coll 2016, Leonelli et al. 2017, Wyatt 2017) stehen im Mittelpunkt der laufenden Totalrevision des DSG. Sie fliessen somit in die Diskussionen rund um Datenschutz und Einwilligung ein. Obwohl das Phänomen im schweizerischen Kontext noch nicht zu beobachten ist, ist die Forschungsethik in einer Reihe von Ländern, darunter die Vereinigten Staaten, Kanada[13] und Frankreich, Gegenstand von Rechtsstreitigkeiten geworden (Atlani-Duault und Dufoix 2014). Die Leichtigkeit, mit der sich Forschungsergebnisse ausserhalb der Forschungslandschaft verbreiten,

[13] Im Jahr 2016 wurde in einem Verfahren gegen ein Unternehmen eine Professorin an der Universität Quebec in Montreal vom Obersten Gericht angewiesen, die Namen von Personen offen zu legen, die an ihrer Promotionsforschung in den Kommunikationswissenschaften teilgenommen hatten. Diese Affäre veranlasste die

sowie die Tatsache, dass es häufig unmöglich ist, sie für die betreffende Personengruppe vollständig zu anonymisieren, tragen dazu bei, dass nach der Veröffentlichung von Forschungsergebnissen Verfahren gegen Forschende wegen Verleumdung eingeleitet werden (Laurens und Neyrat 2010, Avanza 2011).[14] Diese Verfahren zeigen, wie bestimmte Teilnehmende, die über ausreichende sozioökonomische Ressourcen verfügen, die Verbreitung von Forschungsergebnissen behindern können.

Unsere Analyse des FIFG zeigt, dass bei der jüngsten Totalrevision Änderungen der internationalen Standards berücksichtigt wurden. Seit 2012 enthält das neue FIFG Bestimmungen zur Einhaltung der Grundsätze der «wissenschaftlichen Integrität» und der «guten wissenschaftlichen Praxis», die bei früheren Teilrevisionen nicht berücksichtigt wurden: «Die Forschungsförderungsinstitutionen achten darauf, dass bei der von ihnen geförderten Forschung die Regeln der wissenschaftlichen Integrität und der guten wissenschaftlichen Praxis eingehalten werden» (Bundesversammlung 2012, art. 12.1). In diesem Sinne definiert der erste Absatz des Artikels 12 «den Grundsatz [der wissenschaftlichen Integrität und guten wissenschaftlichen Praxis] als allgemeine Norm» (Bundesrat 2011: 8880) und trägt zur Integration neuer wissenschaftlicher Standards in der Schweiz bei.

Der freie Zugang zu Forschungsdaten – *Open Data* – zur Validierung der Reproduzierbarkeit von Ergebnissen ist zu einem internationalen Prinzip der «guten wissenschaftlichen Praxis» geworden (dies ist beispielsweise der Fall im europäischen Forschungsprogramm Horizont 2020). Mit der Verpflichtung, für alle seit Oktober 2017 beim SNF eingereichten Forschungsgesuche einen Data Management Plan (DMP) beizulegen, entsteht ein neuer Verwaltungsaufwand für die Forschenden. Ziel ist es zwar, die Vergleichbarkeit und gegenseitige Nutzbarkeit von Forschungsdaten und die Validität wissenschaftlicher Erkenntnisse zu erhöhen, aber diese neue institutionelle Anforderung rückt auch Probleme bezüglich des Datenschutzes in den Mittelpunkt. Eines der Probleme ist die Auswirkung dieser neuen Anforderungen auf finanzielle und zeitliche Ressourcen. Wie die kanadische Forscherin Felices-Luna (2016) zeigt, zwang eine zum Zeitpunkt des Antrags auf ethische Zulassung nicht zu erwartende Änderung des Ortes der Datenspeicherung sie dazu, der Kommission ein Forschungsprotokoll erneut vorzulegen, was mit hohen Verwaltungskosten verbunden war. Ein weiteres Problem ist die Herausforderung der Datenanonymisierung im Dienste des Datenaustausches. In der Schweiz gibt es derzeit kein registriertes Verfahren und in Ermangelung dessen bleibt der genaue Umfang des DSG bei der Verarbeitung von Daten aus der qualitativen Forschung ungewiss. Wie ein Forscher, der über die Archivierung von sozialwissenschaftlichen Daten arbeitet, uns jedoch erzählte, werden die Daten in der Praxis so gut wie möglich geschützt, um zukünftige Ansprüche vor Gericht zu verhindern. Eine wesentliche Konsequenz davon ist, dass die ausdrückliche schriftliche Einwilligung zu einer zwingenden Voraussetzung für die Datenverarbeitung und –archivierung wird, einschliesslich der Weiterverwendung von Daten.

Die zunehmende administrative Beschränkung bezüglich der Datenverwaltung verdeutlicht das Spannungsverhältnis zwischen *Verfahrens-* und *Prozessethik*. Ein gutes Beispiel dafür

---

wissenschaftliche Gemeinschaft, sich für die Wahrung der Vertraulichkeit der in der Forschung gewonnenen Daten einzusetzen (Gravel 2016, Kondro 2016).

[14] Zur Frage der Themen Vertraulichkeit und Anonymisierung siehe z.B: Baez (2002), Saunders et al. (2015), Lancaster (2017).

ist die Forderung nach einer schriftlichen Einwilligungserklärung für jedes Forschungsprojekt. Diese institutionelle Anforderung tendiert dazu, die Frage der Ethik auf ein Konzept des Rechtsschutzes zu reduzieren (Jacob 2007). Anthropolog·innen jedoch vertreten die Ansicht, dass Fragen der Forschungsethik weit über die Verwaltung der Einwilligungserklärung hinausgehen (Berthod et al. 2010). Die Revision des DSG verfolgt das Ziel, die neuen europäischen Normen zu integrieren, die durch die Datenschutz-Grundverordnung (DSGVO) eingeführt wurden und am 25. Mai 2018 in Kraft getreten sind. Angesichts der Wichtigkeit der genannten Themen erachten wir es für notwendig, über diese Spannung sowie über verschiedene Reaktionsmöglichkeiten zu reflektieren.

Zwischen *Verfahrens-* und *Prozessethik:* Spannungen in der Forschungspraxis

In diesem zweiten Teil des Artikels werden die Spannungen zwischen *Verfahrens-* und *Prozessethik* in Bezug auf die Positionierung und Praxis der anthropologischen Forschung untersucht. Der Unterschied zwischen diesen beiden ethischen Auffassungen zeigt sich in den unterschiedlichen Reaktionen auf die Skandale, welche die Geschichte der biomedizinischen Wissenschaften auf der einen Seite und der Anthropologie auf der anderen Seite geprägt haben. Während die Ersteren ihre Aufmerksamkeit auf das Recht des Einzelnen auf Schutz und informierte Einwilligung lenkten, haben die Letzteren ihre ethische Bedenken eher als Teil einer Politisierung der Forschung und der Entwicklung reflektierender, situierter und relationaler Ansätze positioniert (Hoeyer et al. 2005, Ellis 2007, Ferdinand et al. 2007). Um die spezifische Beschaffenheit der Forschungsethik, wie sie in der Anthropologie entwickelt wurde, zu verstehen, ist es notwendig, die Art und Weise zu untersuchen, wie sie entstanden ist.

Feldbeziehungen, Machtbeziehungen?

In Verbindung mit geopolitischen Reformulierungen im Zuge der Entkolonialisierungsprozesse kamen in den 1970er Jahren grundlegende Überlegungen über die Rechte und den Schutz von Forschungsteilnehmenden auf. Diese Reformulierungen führten zu einer radikalen Veränderung des traditionellen Forschungsobjekts der Anthropologie – kleine Gesellschaften, die als «anders» gelten – und ermöglichten eine kritische Auseinandersetzung mit der Geschichte der Disziplin und dem bis dahin erzeugten Wissen. In einem allgemeinen Klima des sozialen Wandels wurden die Bedingungen, unter denen Wissen produziert und genutzt wird, im Licht der komplexen Machtverhältnisse zwischen Kolonisierenden und Kolonisierten überdacht, was zu einer Reflexion über das Verhältnis von Wissen und Macht in der Disziplin führte (Clifford und Marcus 1986).

In diesem Rahmen kam es zu einer Politisierung der moralischen Verantwortung der Forschenden und der Entwicklung von epistemologischen und methodischen, und nicht verfahrenstechnischen, Antworten. Reflexivität wurde zu einem wesentlichen Bestandteil der Anthropologie, insofern als die Analyse der Beziehungen zu den Forschungsteilnehmenden und zu

sozialen Situationen integraler Bestandteil der Forschung wurde, vom Feldzugang bis zur Veröffentlichung der Ergebnisse. Um eine symmetrischere Beziehung zwischen Forschenden und Teilnehmenden zu entwickeln, wurden auch dialogische und polyphone Ansätze entwickelt (Crapanzano 1977, Dwyer 1977), um den Stimmen und Visionen der Forschungsteilnehmenden mehr Gewicht und Sichtbarkeit zu geben. Obwohl kritisiert als eine Form des politischen Reduktionismus, bei dem die Beziehungen zwischen Forschenden und Teilnehmenden auf die Frage des Schreibens beschränkt blieb (Rabinow 1985, Muller 2004), trugen diese Versuche zur Entwicklung von partizipativen und kollaborativen Forschungsmodellen bei (Boser 2007). Bei solchen Ansätzen teilen die Forschenden die Fragen mit den Teilnehmenden, indem sie ihnen regelmässig Berichte zur Verfügung stellen und gemeinsam die Ergebnisse diskutieren. Dabei bleibt den Forschenden die Freiheit der Analyse und Interpretation (zu den Prozessen der Rückführung der Ergebnisse siehe insbesondere Olivier de Sardan 2014, Ossipow 2014). Dieser von Anthropolog·innen entwickelte politische und relationale ethische Ansatz hat dazu geführt, dass die Frage nach informierter Einwilligung in einen breiteren Forschungskontext gestellt wurde. Dies wurde damit begründet, das Anthropolog·innen befürchten, dass das reflexive und politische Bewusstsein verringert werden könnte, wenn ethische Fragen ausschliesslich auf das Verfahren informierter Einwilligung reduziert werden. Die Gefahr liegt darin, dass ethische Fragen zu einem simplen Verwaltungsverfahren verkommen und dadurch inhaltsleer werden. Denn solche Verfahren würden in erster Linie dazu dienen, den Institutionen und Forschenden Rechtsschutz zu bieten, ohne die Komplexität der vielfältigen ethischen Aspekte zu berücksichtigen, mit denen Anthropolog·innen bei der Durchführung von Feldforschungen konfrontiert sind. Wie von Lederman (2006b) betont, sind diese Themen dadurch gekennzeichnet, dass eine Vielzahl von Interessengruppen mit unterschiedlichen Verständnissen von «gut » und «fair» aufeinandertreffen. Raymond Massé gibt einen hilfreichen Überblick über die anthropologische Konzeption des Verhältnisses von Macht und Ethik:

> *Der Bereich der Ethik beschäftigt sich mit individuellen und kollektiven Mechanismen zur Aushandlung und Lösung von moralischen Konflikten. Diese Aushandlungsprozesse spiegeln die in jeder Gesellschaft bestehenden Machtverhältnisse wider, die zwischen den verschiedenen Interessengruppen existieren, die an der Diskussion teilnehmen. Die Ethik ist daher ein Raum für die vergleichende Analyse von Modellen zur Lösung moralischer Konflikte und wirtschaftlicher, politischer und religiöser Machtverhältnisse, die die Reproduktion (oder Marginalisierung) bestimmter moralischer Werte beeinflussen. Sie erkennt an, dass Zustimmung und moralischer Konsens oft erzwungen werden und dass diese auf gesellschaftspolitische Verwendungen von moralischen Normen zurückzuführen sind.* (Massé 2016, Übers.)

Im Gegensatz zur *Verfahrensethik* hält die von Anthropolog·innen geförderte *Prozessethik* daher an der Vorstellung fest, dass weder ethische Protokolle noch deontologische Prinzipien Regeln für die ethischen und moralischen Fragen enthalten, die sich im Laufe der Forschung ergeben, einschliesslich der Feldforschung, Datenanalyse sowie dem Verfassen und Verbreiten von Ergebnissen. Im Einklang mit dem induktiven und prozessualen Charakter des Forschungsansatzes liegt es in der Verantwortung der Forschenden, forschungsethische Fragen im Verlauf der Forschung zu berücksichtigen und zu lösen, und zwar im Dialog mit den jeweili-

gen Teilnehmenden und Kolleg·innen (Berthod et al. 2010). Der Wille zur Unterstützung der *Prozessethik* spiegelt sich in den nicht-restriktiven ethischen Prinzipien wider, die von anthropologischen Vereinigungen wie der American Anthropological Association (1971, siehe Fassin 2008) und der SEG gefördert werden. Diese Prinzipien gründen in erster Linie auf der Achtung der Personen, welche die Studiensubjekte sind, insbesondere in Bezug auf Anonymität und Vertraulichkeit. Anstatt die *Verfahrensethik* zu fördern oder sich auf die Bewertung durch die IRBs zu verlassen, stützen sich diese Prinzipien eher auf die «Reputation» der an der Forschung beteiligten Institutionen, wie Universitäten und Förderstellen, sowie auf die Zustimmung von Kolleg·innen und Forschungsteilnehmenden.

Ethische Wissenschaft, gute Wissenschaft?

Welche Auswirkungen haben die epistemologischen, methodologischen und politischen Spannungen zwischen *Verfahrens-* und *Prozessethik* auf die Identität der Disziplin und die Forschungspraxis? In den letzten Jahren ist das Interesse an Ethik und Moral in der Anthropologie wieder gewachsen, so dass einige Autor·innen auch von einem «ethical turn» sprechen (Caplan 2003, Fassin 2014, Throop 2016).[15] Obwohl Machtverhältnisse die Grundlage für die kritische Analyse in der Anthropologie bilden, haben sie auch gewisse Erklärungsgrenzen erreicht, die teilweise zu dieser ethischen Wende führten (Keane 2016). Die grundlegenden Fragen nach dem Ort von Ethik und Moral in der Anthropologie sowie der Haltung der Forschenden bei der Untersuchung von ethischen und moralischen Themen sind jedoch sehr weit entfernt von den praktischen Fragen und administrativen Handlungen, mit denen Anthropolog·innen konfrontiert sind, wenn ihre Forschungsanträge einer Ethikkommission zur Beurteilung vorgelegt werden.

Im Gegensatz zur Entwicklung der *Prozessethik,* die die Anthropologie charakterisiert, setzt die Regulierung der Forschungsethik auf eine von den biomedizinischen Wissenschaften inspirierte *Verfahrensethik*. In der biomedizinischen Welt hat sich die Forschungsethik seit den 1990er-Jahren, vor allem aufgrund der Bedeutung der ethischen und sozialen Fragen, die die Forschung am menschlichen Genom aufwirft, institutionalisiert. Da der Ausgangspunkt die Vision einer «guten», uneigennützigen und objektiven Wissenschaft ist, die sich abgrenzen lässt von den Missbräuchen im Zusammenhang mit möglichen sozialen Nutzungen (Kerr et al. 1997), ist die Integration ethischer Belange in die Forschungsaktivitäten zu einem zentralen Thema geworden. Die Ethik trägt damit dazu bei, Unterscheidungen zwischen «guter» und «schlechter» Wissenschaft zu treffen, die sich auf die in der Praxis angewandten höheren oder

[15] Auf internationaler Ebene beobachten wir einen Boom von Publikationen über die ethischen Zwickmühlen der Anthropolog·innen und die von ihnen gefundenen Lösungen. Unter diesen sind zu nennen der *Problematorio blog* (https://problematorio.wordpress.com/blog, Zugriff am 27. September 2019); die *Field Notes: Ethics series* im Journal Cultural Anthropology (https://culanth.org/fieldsights/215-field-notes-ethics, accessed September 27, 2019); die *Case Studies in Social Science Research Ethics* (http://methods.sagepub.com/writeethicscase, accessed September 27, 2019), das *Qualitative Social Research Forum* (http://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/browseSearch/identifyTypes/view?identifyType=Debate%3A%20Ethics, accessed September 27, 2019); und die *Ethischen Diskussionen in ethnologischer Forschung* veröffentlicht von der AED (siehe Fussnote 17).

niedrigeren ethischen Standards beziehen (Wainwright *et al.* 2006). Als Folge verinnerlichen Forschende gleichzeitig ethische Bedenken und delegieren sie an die Regulierungsbehörden, was bedeutet, dass das Gewicht der ethischen Verantwortung auf externe Stellen gelegt wird und von den Forschenden selbst ausgeklammert werden kann.

In diesem Kontext, wo die Einhaltung der *Verfahrensethik* zur Unterscheidung von «guter» und unethischer Forschungspraxis dient, befinden sich Anthropolog·innen in einer unbequemen Situation. Die von der AED während der SEG-Jahreskonferenz 2016 organisierte Diskussionsrunde liefert ein anschauliches Beispiel dafür. Nach der Kritik am Formalismus, der die Institutionalisierung der Forschungsethik bestimmt, traten zwei kritische Fragen auf. Die erste betrifft die Wahrnehmung der Disziplin von Nicht-Anthropolog·innen, die der Ansicht sein könnten, dass der von Anthropolog·innen verteidigte «methodische Exzeptionalismus» dazu tendiert, die Risiken, die für Forschungsteilnehmende entstehen können, zu leugnen.

Die zweite Frage betrifft die Behinderungen für den interdisziplinären Dialog. Anthropolog·innen neigen dazu, eine defensive Haltung einzunehmen und aufzuzeigen, dass die von ihnen befürwortete *Prozessethik* höhere ethische Standards beinhaltet als die *Verfahrensethik* der Ethikkommissionen. Anstatt ein tieferes Verständnis der beiden Formen der Ethik zu fördern, tendiert diese Haltung eher dazu, den Dogmatismus der Positionen auf beiden Seiten zu verstärken, indem die Forschungspraktiken der Anthropolog·innen so dargestellt werden, als ob sie auf jegliche Form von externer Regulierung verzichten könnten.

Eine der aktuellen Herausforderungen für Anthropolog·innen besteht daher darin, die Kritik an der *Verfahrensethik* und den daraus resultierenden Widerstand gegen die Bewertung durch Dritte zu legitimieren und gleichzeitig den ethischen Charakter ihrer Forschungspraxis zu bekräftigen. Obwohl der Fokus auf Massnahmen der formalen Einwilligung der kantonalen Ethikkommissionen mit Blick auf das biomedizinische Modell als problematisch erachtet wird, teilen Anthropolog·innen das Anliegen, die Forschungsteilnehmenden zu schützen. Die Frage ist nun, wie man eine einheitliche Ethik entwickeln kann, in der der individuelle Schutz zentral ist, aber gleichzeitig anerkannt wird, dass die Mittel zur Erreichung dieses Ziels voneinander abweichen können. Das Konzept des Schutzes entspringt eigentlich einer Forschungsvision, in der die Teilnehmenden zustimmen, im Namen des wissenschaftlichen Fortschritts Risiken einzugehen und im Gegenzug von Dritten – nämlich den ethischen Regulierungsbehörden – geschützt werden sollten, durch die Überprüfung der Einhaltung ethischer Grundsätze und durch Abwägung des Forschungsnutzen und der Forschungsrisiken für die Teilnehmenden. Diese Vision betrachtet die Forschungsteilnehmenden als gefährdete Menschen, deren Interessen vor der Euphorie der Forschenden geschützt werden müssen, und definiert folglich die Forschungstätigkeit als a priori gefährlich (Felices-Luna 2016).

Es kommt jedoch vor, dass Anthropolog·innen Gruppen von Menschen untersuchen, die mehr Prestige und Macht haben als die Forschenden selbst. Wenn nach dieser Logik auch solche Menschen geschützt werden müssen, besteht die Gefahr, dass die Forschungsergebnisse diktiert werden und somit der kritische Wert des anthropologischen Ansatzes untergraben wird. Die Ziele dieses Ansatzes liegen jedoch in der Hinterfragung dessen, was als gesunder Menschenverstand verstanden wird, sowie in der Entwicklung eines neuen Blicks auf alte Themen, der es vermag unerwartete Zusammenhänge zwischen Daten herzustellen, die eher

zur Reflexion anregen, anstatt Fragen zu beantworten (Boden et al. 2009). Darüber hinaus ist es unmöglich, im Voraus zu wissen, inwieweit Forschungsergebnisse bestimmten Interessengruppen Schaden zufügen könnten, da die Nutzung der Forschung manchmal überraschende Formen annimmt (Hoeyer et al. 2005, Bamu et al. 2016).

Das Problem an dieser Stelle liegt letztendlich in der Anerkennung der Legitimität des ethnographischen Ansatzes, nachdem dessen Besonderheiten erklärt wurden. Welcher Handlungsspielraum steht Forscher·innen und Vertreter·innen der Anthropologie zur Verfügung angesichts der Institutionalisierung und Bürokratisierung der Forschungsethik? Welche Positionierungs- und Handlungsoptionen gibt es im Zuge dieser Entwicklungen in den Prozessen der Legitimation und Kontrolle der Forschung? Um diese Fragen zu erörtern, werden wir drei mögliche Haltungen vorstellen und diskutieren, die Anthropolog·innen einnehmen können. Dabei werden wir auch die Risiken und Probleme, die mit den jeweiligen Haltungen verknüpft sind, skizzieren.

Moralismus, Pragmatismus und Dialog: Haltungen und Alternativen

Die erste Haltung, die wir als moralisch bezeichnen, ist die radikalste. Sie besteht darin, die Autorität der Ethikkommissionen in Frage zu stellen, insofern, dass die von ihnen angewandten Kriterien für die ethnographische Forschung als nicht geeignet beurteilt werden und ihre tatsächliche Wirksamkeit zum Schutz der Forschungsteilnehmenden in Zweifel gezogen wird. Diese Haltung gründet in der Weigerung, an etwas teilzunehmen, das als unerwünschte Auswirkungen auf die Forschung selbst angesehen wird. Insbesondere geht es hierbei um die Kritik an einer Kontraktualisierung von Forschungsbeziehungen, die ursprünglich auf der Grundlage des ethnographischen Unterfangens konzipiert wurden. Das konkrete Ziel dieser Haltung ist es, möglichst viele Menschen von der Besonderheit und Verschiedenartigkeit ethnographischer Ansätze zu überzeugen und letztlich einen differenzierten Umgang in Bezug auf die Ethik zu erwirken. Das Hauptrisiko einer solchen Positionierung besteht jedoch darin, dass sie die wissenschaftliche Legitimität der Forschungspraktiken untergraben könnte, weil sie den Eindruck erweckt, dass die Disziplin die Gültigkeit ethischer Fragen selbst ablehnt. Oder, weniger radikal, dass sie es ablehnt, die Validierung der Forschungsethik an eine externe Stelle zu delegieren. Das Problem hierbei ist, dass das Konzept des anthropologischen Vorhabens zwar für Anthropolog·innen und ihre engsten Kolleg·innen von Bedeutung ist, es aber unklar bleibt, inwiefern es eine breitere Öffentlichkeit überzeugt, zumal diese Haltung impliziert, dass die Anthropologin die einzige Person ist, die die Ethik ihres eigenen Engagements beurteilen kann.

Eine zweite Haltung würde darin bestehen, innerhalb des Systems zu arbeiten, ohne sich mehr als erforderlich mit ihm zu befassen. Sie ist inspiriert vom ethnographischen Pragmatismus, der seit langem die begrenzten Möglichkeiten von Institutionen und Regeln zur Einschränkung individueller Praktiken aufzeigt, indem er darauf hinweist, dass Forschende Handlungsspielräume schaffen und Strategien zur Vermeidung von Hindernissen entwickeln. Das Konzept der unerwünschten Auswirkungen der institutionellen Forderungen ist in dieser Haltung zwar vorhanden, aber die Reaktion darauf ist anders. Zwischen Herausforderung

und pragmatischer Akzeptanz liegend, bedeutet dies, sich den neuen Verfahren zu unterwerfen und das institutionelle Spiel mitzuspielen, ohne sich notwendigerweise den ihnen zugrundeliegenden Prinzipien anzuschliessen. Hier besteht die Herausforderung darin, die spezifischen Merkmale und Freiheiten der Anthropologie zu erhalten und sich gleichzeitig an die neuen Rahmenbedingungen der *Verfahrensethik* anzupassen. Wir sehen zwei Risiken in einer solchen Haltung. Das erste wäre eine implizite Reduzierung der Frage der Ethik auf eine Form des «Verfahrensumwegs». Besteht hier nicht die Gefahr, dass Anthropolog·innen akzeptieren, dass die Frage der Ethik zu einer oberflächlichen Beteiligung und Behandlung verkommt? Zweitens hat jeder administrative und sprachliche Rahmen eine performative Dimension. Die Hinwendung zu ethischen Standards, die für andere methodologische und epistemologische Ansätze entwickelt wurden, birgt das Risiko, dass sich die ethnographische Forschung sowohl in ihren Zielen als auch in ihren Methoden radikal verändert, wie etwa durch die Vermeidung sensibler Themen und durch die Förderung formaler Interviews anstelle von teilnehmender Beobachtung. Obwohl diese Haltung inzwischen als Reaktion auf die zunehmenden formalen ethischen Anforderungen weit verbreitet ist, halten wir die damit verbundenen Risiken für problematisch.

In der dritten und letzten Haltung, die wir hier darlegen wollen, geht es um die Teilnahme am Dialog rund um Forschungsethik und das Engagement für deren Institutionalisierung. Sie gründet auf der Hoffnung, dass Ethikkommissionen offener für die *Prozessethik* werden und die Handhabung ethischer Fragen im spezifischen Fall der ethnographischen Forschung verbessert wird. Eine solche Haltung wird von einer Reihe von Forschenden vorangetrieben (siehe z. B. Lederman 2006c). Es geht um die Akzeptanz der Idee, dass bei der Regulierung und Steuerung der Forschungsethik Handlungsbedarf besteht, sei es aus gesellschaftlichen oder aus grundlegenderen ethischen Gründen. Diese Position bringt eine kritische, aber offene Haltung gegenüber der derzeitigen Arbeitsweise der für Forschungsethik zuständigen Institutionen mit sich und zielt darauf ab, sich an der Debatte zu beteiligen, um die institutionelle Herangehensweise an die Forschungsethik zu verbessern. Das Hauptrisiko der Beteiligung liegt in der Gefahr straffere Positionen zu schaffen sowie in der potentiellen Zuspitzung von gegenseitigen Missverständnissen. Das Risiko eines gescheiterten Engagements bestünde darin, die Chance auf institutionelle Verbesserung zu verlieren, während es gleichzeitig dazu beiträgt, die Grundlage für einen umfassenderen Widerstand gegen den Prozess der Bürokratisierung der Ethik zu untergraben.

Die möglichen Wege einer solchen Beteiligung müssen noch näher diskutiert werden. Wir sehen hier zwei Hauptalternativen. Es wäre möglich, die Einbeziehung von Anthropolog·innen und anderen Sozialwissenschaftler·innen, die qualitativen Forschungsmethoden anwenden, in bestehenden Ethikkommissionen zu fördern. Dafür müssen ihrer Arbeitsmethoden akzeptiert und ein Dialog zwischen Vertreter·innen der *Verfahrens-* und *Prozessethik* eingeleitet werden. Diese Alternative würde darauf abzielen, die Institutionen von innen heraus zu reformieren, indem deren Kenntnisse und Fähigkeiten in Bezug auf qualitative Sozialwissenschaften gestärkt würden. Diese könnten bei Bedarf mobilisiert werden, während gleichzeitig der bereichsübergreifende und generalistische Charakter der Ausschüsse erhalten bliebe.

Die zweite Alternative wäre die Einrichtung von fachspezifischen Ausschüssen, wie beispielsweise einer Ethikkommission für die Sozialwissenschaften. Das würde voraussetzen,

einen «Ausschuss» als geeignetes Instrument für die Bedürfnisse der Forschenden in Bezug auf die Forschungsethik und den damit verbundenen Formalitäten anzusehen, auch wenn es möglich wäre, seine Ziele und Aufgaben so zu erweitern, dass er stärker auf die Bedürfnisse der Forschenden eingehen würde. Ein Argument für die Bildung von fachspezifischen Ausschüssen ist die Kompetenz der Expert·innen, Forschungsanträge hinsichtlich ihrer methodologischen, epistemologischen und ethischen Besonderheiten zu beurteilen. Anstatt Projekte zur Förderung der *Prozessethik* im Lichte verfahrensethischer Kriterien zu bewerten, würde dies bedeuten, Formen der Evaluierung zu entwickeln, die an die spezifischen Merkmale unserer Disziplin angepasst wären. Es könnte auch sein, dass eine Kommission, die sich aus Expert·innen der Disziplin zusammensetzt, besser in der Lage wäre, Versuche zu erkennen, sich innerhalb eines Projekts ethischen Kriterien zu entziehen oder diese zu umgehen.

Eine der grundlegenden Fragen, die sich bei der Einsetzung eines fachspezifischen Ausschusses stellen würden, ist die nach dem übergreifenden Inhalt von ethischen Kriterien. Dennoch hätte die Bildung von Ausschüssen für die qualitativen Sozialwissenschaften den Vorteil, neue formale Ansätze zu entwickeln, Bewertungskriterien anzupassen und eine größere Komplexität einzubeziehen. Mit anderen Worten, es würde die Artikulation und Integration von *Verfahrens-* und *Prozessethik* fördern. Solche Ausschüsse könnten innerhalb der Universitäten oder auf der Ebene von Berufsverbänden wie der SEG organisiert werden. Um die Vermehrung isolierter Initiativen zu vermeiden, erscheint es wichtig, die daraus resultierenden Kommunikations- und Koordinationsbedürfnisse nicht aus den Augen zu verlieren. Es wäre unerlässlich, eine Diskussion über die Einrichtung solcher Ausschüsse und ihrer Arbeitsweise einzuleiten, nicht nur innerhalb der anthropologischen Gemeinschaft, sondern auch im weiteren Feld der qualitativen Sozialwissenschaften.

Angesichts der Bedeutung der ethischen Fragen, mit denen Studierende und Forschende bei der Durchführung ihrer Feldforschungen konfrontiert sind, halten wir es schliesslich für zentral, den Dialog über Forschungsethik zu fördern. Dies kann umgesetzt werden, indem einerseits Räume für den Dialog geschaffen werden und andererseits die interdisziplinäre Ausbildung in Forschungsethik gefördert wird, die an den Universitäten nach wie vor unterrepräsentiert ist.

Schlussfolgerung

Als Hintergrund für die Debatte über die Regulierung und Kontrolle der Forschungsethik ist es sinnvoll, in Erinnerung zu rufen, dass es einen grundlegenden Unterschied zwischen zwei Ansätzen zur Frage der Ethik gibt. Der erste konzentriert sich auf die Forschungsteilnehmenden und ihren Schutz. Er bildet die Grundlage für die Entwicklung von Ethikkommissionen und dem Prinzip der informierten Einwilligung. Wie wir gesehen haben, liegt sein Ursprung in den grossen Skandalen, die die Geschichte der medizinischen Forschung im 20. Jahrhundert getrübt haben. Der zweite Ansatz hingegen lenkt die Aufmerksamkeit auf die sozialen und politischen Implikationen der Forschungsaktivitäten in einem weiteren Sinne. Als Reaktion auf Skandale im Zusammenhang mit der Nutzung der Sozialwissenschaften in (post)kolonialen und hegemonialen Staatsprojekten, erkennen die Anthropologie und andere qualitative

Sozialwissenschaften die politische und situierte Dimension wissenschaftlicher Erkenntnisse an und favorisieren daher den zweiten Ansatz. Diese beiden ethischen Ansätze spiegeln sich in zwei verschiedenen Definitionen der Probleme wider, die sich aus der Beteiligung (oder Nichtbeteiligung) an der Forschung ergeben können. Vereinfacht ausgedrückt, formuliert der erste Ansatz die Frage hinsichtlich der Individuen und der direkten Auswirkungen, insbesondere in Bezug auf die physische oder psychische Sicherheit des Einzelnen. Der zweite Ansatz hingegen integriert die Phänomene der kollektiven Vorherrschaft und der Sozialkritik und stellt sich Fragen nach dem Verhältnis von Forschungspraktiken und sozialer (Re)Produktion.

Diese beiden ethischen Ansätze können sich gegenseitig ergänzen. Dennoch führt die Betonung des einen oder des anderen zu einer völlig anderen ethischen Positionierung. Wenn dieser Unterschied zwischen den Repräsentationssystemen der Ethik nicht definiert ist, wird die Diskussion untergraben was zu gegenseitigem Missverständnis führt. Der grundlegende Punkt ist daher, dass formale Verfahren zur Regulierung der Forschungsethik tendenziell keinen Raum für ethische Ansätze der Sozialkritik zulassen. Unter Bezugnahme auf die kritische und reflektierende Dimension der Ethik sehen wir eine entscheidende Rolle für die Sozialwissenschaften bei der Regulierung der Forschungsethik. Anstatt sich darauf zu konzentrieren, ob Instrumente wie Ethikkommissionen oder Einwilligungserklärungen für ethnographische Methoden geeignet sind oder nicht, müssen wir über neue und ergänzende Instrumente nachdenken, die nach den gesellschaftlichen Folgen der Forschung fragen.

Références / Literaturverzeichnis

Académie suisse des sciences médicales (ASSM). 2016. « Consentement général: un modèle uniforme pour faciliter la recherche sur tout le territoire suisse ». *Bulletin de l'ASSM* 3. https://www.samw.ch/fr/Publications/Bulletins-ASSM/Bulletins-archives.html, consulté le 27 septembre 2019.

Académie suisse des sciences médicales (ASSM). 2015. *Recherche avec l'être humain– Guide pratique. 2e édition, révisée et adaptée à la Loi relative à la recherche sur l'être humain*. Berne: Académie suisse des sciences médicales.

Amit Vered. 2000. "The University as Panopticon. Moral Claims and Attacks on Academic Freedom", in: Strathern Marilyn (dir.), *Audit Cultures: Anthropological Studies and Accountability, Ethics and the Academy*, p. 215–235. London: Routledge.

Assayag Jackie. 2008. « L'anthropologie en guerre. Les anthropologues sont-ils tous des espions ? ». *L'Homme* 187–188 : 135–167.

Assemblée fédérale. 2017. « Projet de Loi fédérale sur la révision totale de la loi fédérale sur la protection des données et sur la modification d'autres lois fédérales (État le 14 novembre 2017) ». *Feuille fédérale* 45: 6803–6884.

Assemblée fédérale. 2012. *Loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI) du 14décembre 2012 (État le 1er mars 2017).* https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20091419/201703010000/420.1.pdf, consulté le 27 septembre 2019.

Assemblée fédérale. 2011. *Loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain (LRH) du 30septembre 2011 (État le 1er janvier 2014).* https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20061313/index.html, consulté le 27 septembre 2019.

Assemblée fédérale. 1983. « Loi fédérale sur la recherche (LR) du 7 octobre 1983 ». *Feuille fédérale* 3 (41): 1087–1096.

Assemblée fédérale. 1968. « Loi fédérale sur l'aide aux universités (Du 28 juin 1968) ». *Feuille fédérale* 2 (27) 10–21.

Atlani-Duault Laëtitia, Dufoix Stéphane.

2014. «Les sciences sociales saisies par la justice». *Socio*. http://socio.revues.org/617, consulté le 27 septembre 2019.

Avanza Martina. 2011. «L'enquête en procès. Droit et pratique des sciences sociales». *La Vie des idées*. http://www.laviedesidees.fr/L-enquete-en-proces.html, consulté le 27 septembre 2019.

Avanza Martina. 2008. «Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas ses ‹indigènes›? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe», in: Fassin Didier, Bensa Alban (dir.). *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, p. 41–58. Paris: La Découverte.

Baez Benjamin. 2002. "Confidentiality in Qualitative Research: Reflections on Secrets, Power and Agency". *Qualitative Research* 2 (1): 35–58.

Bamu Beryl, De Schauwer Elisabeth, Van Hove Geert. 2016. "I can't say I wasn't anticipating it, but I didn't see it coming in this magnitude: A Qualitative Fieldwork Experience in the North West Region of Cameroon". *The Qualitative Report* 21(3): 571–583.

Banister Savilla. 2007. "Ethical issues and qualitative methods in the 21st century: How can digital technologies be embraced in the research community?". *Journal of Ethnographic & Qualitative Research* 1 (1): 1–10.

Berthod Marc-Antoine, Forney Jérémie, Kradolfer Sabine, Neuhaus Juliane, Ossipow Laurence, Papadaniel Yannis, Perrin Julie. 2010. «Une charte éthique pour les ethnologues? Projet de prise de position de la Société suisse d'ethnologie/Eine Ethik-Charta für die Ethnologie? Projekt einer Stellungnahme der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft». *Tsantsa* 15: 148–65.

Blondet Marieke, Lantin Mallet Mickaële (dir.). 2017. *Anthropologies réflexives. Modes de connaissance et formes d'expérience*. Lyon: Presses universitaires de Lyon.

Boden Rebecca, Epstein Debbie, Latimer Joanna. 2009. "Accounting for Ethos or Programmes for Conduct? The Brave New World of Research Ethics Committees". The Sociological Review 57 (4): 727–749.

Boser Susan. 2007. "Power, Ethics and the IRB. Dissonance Over Human Participant Review of Participatory Research". *Qualitative Inquiry* 13 (8): 1060–1074.

Bouillon Florence, Fresia Marion, Tallio Virginie (dir.). 2005. *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris: Centre d'études africaines, École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Bundesrat. 2017. «Botschaft zum Bundesgesetz über die Totalrevision des Bundesgesetzes über den Datenschutz und die Änderung weiterer Erlasse zum Datenschutz vom 15. September 2017». *Bundesblatt* 2017 17.059.

Bundesrat. 2011. «Botschaft zur Totalrevision des Forschungs- und Innovationsförderungsgesetzes vom 9. November 2011». *Bundesblatt* 2011 11.069.

Bundesrat. 2009. «Botschaft zum Bundesgesetz über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG) vom 29. Mai 2009». *Bundesblatt* 2009 09.057.

Bundesrat. 1988. «Botschaft zum Bundesgesetz über den Datenschutz (DSG) vom 23. März 1988». *Bundesblatt* 2 (18): 413–534.

Bundesversammlung. 2017. *Entwurf des Bundesgesetzes über die Totalrevision des Bundesgesetzes über den Datenschutz und die Änderung weiterer Erlasse zum Datenschutz (Stand vom 15. September 2017)*. https://www.admin.ch/opc/de/federal-gazette/2017/7193.pdf, Zugriff am 16. November 2019.

Bundesversammlung. 2012. *Bundesgesetz über die Förderung der Forschung und der Innovation (FIFG) vom 14. Dezember 2012 (Stand am 1. Januar 2018)*. https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20091419/index.html, Zugriff am 8. Dezember 2017.

Bundesversammlung. 2011. *Bundesgesetz über die Forschung am Menschen (Humanforschungsgesetz, HFG) vom 30. September 2011 (Stand am 1. Januar 2014)*. https://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20061313/index.html, Zugriff am 8. Dezember 2017.

Bundesversammlung. 1983. «Bundesgesetz über die Forschung (Forschungsgesetz [FG]) vom

7. Oktober 1983». *Bundesblatt* 3 (41): 1062–1071.
1968. «Bundesgesetz über die Hochschulförderung (Vom 28. Juni 1968)». *Bundesblatt* 2 (27): 10–21.
Burton-Jeangros Claudine (dir.). 2017. «L'éthique (en) pratique: la recherche en sciences sociales». *Sociograph– Sociological Research Studies* 34. http://www.unige.ch/sciences-societe/socio/fr/publications/dernierespublications/sociograph-34-sociological-research-studies/, consulté le 27 septembre 2019.
Caplan Pat. 2003. "Introduction: Anthropology and ethics", in: Caplan Pat (dir.), *The Ethics of Anthropology. Debates and Dilemmas*, p. 1–33. London: Routledge.
Cefaï Daniel, Costey Paul. 2009. «Codifier l'engagement ethnographique? Remarques sur le consentement éclairé, les codes d'éthique et les comités d'éthique». *La Vie des idées*. http://www.laviedesidees.fr/Codifier-l-engagement.html, consulté le 27 septembre 2019.
Clifford James, Marcus George E. (eds.). 1986. *Writing Culture: The Poetics and Politics of Ethnography*. Berkeley: University of California Press.
Coll Sami. 2016. «'Big data, Big Problems?' Enjeux éthiques et sociaux du «'big data'», in: Epiney Astrid, Nüesch Daniela (Hrsg/dir.), *Big Data und Datenschutzrecht / Big Data et droit de la protection des données*, p. 23–33. Zürich: Schulthess Verlag.
Conseil fédéral. 2017. *Message concernant la loi fédérale sur la révision totale de la loi fédérale sur la protection des données et sur la modification d'autres lois fédérales du 15 septembre 2017*. FF 2017 17.059.
2011. *Message relatif à la révision totale de la loi sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation du 9 novembre 2011*. FF 2011 8089.
Conseil fédéral. 2009. *Message relatif à la loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LAHE) du 29 mai 2009*. FF 2009 4067.
Conseil fédéral. 1988. «Message concernant la loi fédérale sur la protection des données (LPD) du 23 mars 1988». *Feuille fédérale* 2 (18): 421–539.
Crapanzano Vincent. 1977. "On the Writing of Ethnography". *Dialectical Anthropology* 2(1): 69–73.
Dequirez Gaelle, Hersant Jeanne. 2013. "The Virtues of Improvisation: Ethnography without an Ethics Protocol". *Current Sociology* 61(5-6): 646–660.
Dwyer Kevin. 1977. "On the Dialogic of Field Work". *Dialectical Anthropology* 2(2): 143–151.
Ellis Carolyn. 2007. "Telling Secrets, Revealing Lives: Relational Ethics in Research with Intimate Others". *Qualitative Inquiry* 13(1): 3–29.
Fassin Didier. 2014. "The Ethical Turn in Anthropology: Promises and Uncertainties". *Hau: Journal of Ethnographic Theory* 4(1): 429–435.
Fassin Didier. 2008. «L'éthique, au-delà de la règle : Réflexions autour d'une enquête ethnographique sur les pratiques de soins en Afrique du Sud». *Sociétés contemporaines* 71(3) : 117–135.
Felices-Luna Maritza. 2016. «Attention au chercheur! L'éthique sous la menace de la recherche, la science sous l'emprise des comités d'éthique en recherche». *Déviance et Société* 40(1): 3–23.
Ferdinand Jason, Pearson Geoff, Rowe Mike, Worthington Frank. 2007. "A Different Kind of Ethics". *Ethnography* 8(4): 519–543.
Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). 2006. *Prise de position du FNS dans le cadre de la procédure de consultation : Le FNS demande une revue fondamentale du projet de loi relative à la recherche sur l'être humain*. Communiqué de presse du 31 mai 2006. www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/por_phi_the_pm060531_f.pdf, consulté le 27 septembre 2019.
FORS. 2017. *6ème Festival Suisse des méthodes qualitatives– Éthique et recherche qualitative en sciences sociales*. https://agenda.unil.ch/display/1500356828733, consulté le 27 septembre 2019.
Gravel Pauline. 2016. «Divulguer ses sources, un manquement à l'éthique. La communauté défend une universitaire forcée de révéler des informations confidentielles». *Le Devoir*. http://www.ledevoir.com/societe/science-et-technologie/483785/recherche-divulguer-ses-sources-un-manquement-a-l-ethique, consulté le 27 septembre 2019.
Hammersley Martyn. 2009. «Against the Ethicists. On the Evils of Ethical Regulation».

International Journal of Social Research Methodology 12(3): 211–225.

Hammersley Martyn. 2006. "Are Ethical Committees Ethical?". *Qualitative Researcher* 2: 4–8.

Hoeyer Klaus, Dahlager Lisa, Lynöe Niels. 2005. "Conflicting notions of research ethics: The mutually challenging traditions of social scientists and medical researchers". *Social Science & Medicine* 61: 1741–1749.

Jacob Marie-Andrée. 2007. "Form-Made Persons: Consent Forms as Consent's Blind Spot". *Political and Legal Anthropology Review* 30(2): 249–268.

Jacob Marie-Andrée, Riles Annelise. 2007. "The New Bureaucracies of Virtue. Introduction". *Political and Legal Anthropology Review* 30(2): 181–191.

Keane Webb. 2016. "A Reader's Guide to the Anthropology of Ethics and Morality – Part II". *Somatosphere*. http://somatosphere.net/2016/10/ethics-and-morality-part-2.html, consulté le 27 septembre 2019.

Kerr Anne, Cunningham-Burley Sarah, Amos Amanda. 1997. "The New Genetics: Professional's Discursive Boundaries". *The Sociological Review* 45(2): 279–303.

Kondro Wayne. 2016. "Canadian Researcher in Legal Battle to Keep her Interviews Confidential". *Science*. http://www.sciencemag.org/news/2016/11/canadian-researcher-legal-battle-keep-her-interviews-confidential, acessed Septembre 27, 2019.

Lancaster Kari. 2017. "Confidentiality, Anonymity and Power Relations in Elite Interviewing: Conducting Qualitative Policy Research in a Politicised Domain". *International Journal of Social Research Methodology* 20(1): 93–103.

Laurens Sylvain, Neyrat Frédéric. 2010. «Le chercheur saisi par le droit : l'enquête et les sciences sociales en procès? », in: Laurens Sylvain, Neyrat Frédéric (dir.), *Enquêter: de quel droit? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, p. 9–36. Broissieux : Éditions du Croquant.

Lederman Rena. 2007. "Comparative 'Research': A Modest Proposal concerning the Object of Ethics Regulation". *Political and Legal Anthropology Review* 30(2): 305–327.

Lederman Rena. 2006a. "Anxious Borders between Work and Life in a Time of Bureaucratic Ethics Regulation". *American Ethnologist* 33(4): 477–481.

Lederman Rena. 2006b. "The Ethical Is Political". *American Ethnologist* 33(4): 545–548.

Lederman Rena. 2006c. "IRB Consent Form Dilemmas and the Importance of Local Knowledge". *Anthropology News* 47 (5): 22–2.

Leonelli Sabina, Rappert Brian, Davies Gail. 2017. "Data Shadows: Knowledge, Openness, and Absence". *Science, Technology, & Human Values* 42(2): 191–202.

Massé Raymond. 2016. «Éthique». *Anthropen.org*. Paris: Éditions des archives contemporaines. https://www.anthropen.org/definition/imprimable/173/456/1, consulté le 27 septembre 2019.

Muller Jean-Claude. 2004. «Du monologue au dialogue ou de l'ambiguïté d'écrire des deux mains». *Anthropologie et Sociétés* 28(3): 147–163.

Murphy Elizabeth, Dingwall Robert. 2007. "Informed Consent, Anticipatory Regulation and Ethnographic Practice". *Social Science & Medicine* 65(11): 2223–2234.

Olivier de Sardan Jean-Pierre. 2014. «Des restitutions: pour quoi faire ? », in: Schurmans Marie-Noëlle, Dayer Caroline, Charmillot Maryvonne (dir.), *La restitution des savoirs: un impensé des sciences sociales?*, p. 37–51. Paris : L'Harmattan.

Olivier de Sardan Jean-Pierre. 1995. «La politique du terrain». *Enquête* 1. http://journals.openedition.org/enquete/263, consulté le 27 septembre 2019.

Ossipow Laurence. 2014. «La restitution : contre-don, contre-enquête, contre-chant», in: Schurmans Marie-Noëlle, Dayer Caroline, Charmillot Maryvonne (dir.), *La restitution des savoirs : un impensé des sciences sociales ?*, p. 153–170. Paris : L'Harmattan.

Perrin Julie, Bühler Nolwenn, Berthod Marc-Antoine, Forney Jérémie, Kradolfer Sabine, Ossipow Laurence. 2018. "Searching for Ethics. Legal Requirements and Empirical

Issues for Anthropology". *Tsantsa* 23: 138–153.
Perrin Julie. 2017. "Emerging sensibilities towards ethics". Oral presentation at the CUSO Graduate School in Anthropology on Ethics and Anthropological Research, October 5, 2017.
Plankey-Videla Nancy. 2012. "Informed consent as process: Problematizing informed consent in organizational ethnographies". *Qualitative Sociology* 35(1): 1–21.
Rabinow Paul. 1985. "Discourse and Power: On the Limits of Ethnographic Texts". *Dialectical Anthropology*10(1-2): 1–13.
Ritterbusch Amy. 2012. "Bridging Guidelines and Practice: Toward a Grounded Care Ethics in Youth Participatory Action Research". *The Professional Geographer* 64(1): 16–24.
Saunders Benjamin, Kitzinger Jenny, Kitzinger Celia. 2015. "Anonymising Interview Data: Challenges and Compromise in Practice". *Qualitative Research* 15(5): 616–632.
Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW). 2016. «Generalkonsent: Eine einheitliche Vorlage soll schweizweite Forschung erleichtern». *SAMW Bulletin*3. https://www.samw.ch/de/Publikationen/Bulletin/Bulletin-Archiv.html, letzter Zugriff 8. Dezember 2017.
Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW).2015. *Forschung mit Menschen: Ein Leitfaden für die Praxis. 2. überarbeitete und ans Humanforschungsgesetz angepasste Auflage*. Bern: Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften.
Schweizerische Ethnologische Gesellschaft (SEG). 2011. *Eine Ethik-Charta für die Ethnologie? Stellungnahme der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft*. https://sagw.ch/seg/kommissionen/wissenschaftskommission-seg/arbeitsgruppe-ethik-und-deontologie-aed/, letzter Zugriff 8. Dezember 2017.
Schweizerische Gesellschaft für Soziologie (SGS). 2007. «Ethik in der soziologischen Praxis». *Bulletin der Schweizerischev Gesellschaft für Soziologie* 32. https:// www.sgs-sss.ch/wp-content/uploads/2016/04/Bulletin_132.pdf, letzter Zugriff 8. Dezember 2017.
Shannon Jennifer. 2007. "Informed Consent: Documenting the Intersection of Bureaucratic Regulation and Ethnographic Practice". *Political and Legal Anthropology Review30(2): 229–248.*
Société suisse d'ethnologie (SSE). 2011. *Une charte éthique pour les ethnologues ? Prise de position de la SSE*. http://www.seg-sse.ch/pdf/GRED_Prise_de_position_de_la_SSE.pdf, consulté le 27 septembre 2019.
Société suisse de sociologie (SSS). 2007. «Éthique de la pratique sociologique». *Bulletin de la Société suisse de sociologie*32. https://www.sgs-sss.ch/wp-content/uploads/2016/04/Bulletin_132.pdf, consulté le 27 septembre 2019.
Strathern Marilyn. 2000. "New Accountabilities: Anthropological Studies in Audit, Ethics and the Academy", in: Strathern Marilyn (ed.), *Audit cultures: Anthropological Studies in Accountability, Ethics and the Academy*, p. 1–18. London: Routledge.
Swissethics. 2018. *Statut de l'Association Swissethics (État au 27. 03. 2018).* https://www.swissethics.ch/fr/ueber, consulté le 27 septembre 2019.
Swissethics. 2018. *Statuten des Vereins Swissethics (Stand am 27. 03. 2018).* https://www.swissethics.ch/ueber, Zugriff am 30. Oktober 2019.
Throop C. Jason. 2016. "A Reader's Guide to the Anthropology of Ethics and Morality – Part I". *Somatosphere*. http://somatosphere.net/2016/09/part-i.html, consulté le 27 septembre 2019.
Wainwright Steven P., Williams Clare, Michael Mike, Farsides Bobbie, Alan Cribb Alan. 2006. "Ethical Boundary-work in the Embryonic Stem Cell Laboratory". *Sociology of Health & Illness* 28(6): 732–748.
Wax Murray L. 1980. "Paradoxes of ‹Consent› to the Practice of Fieldwork". *Social Problems* 27(3): 272–283.
Wyatt Sally. 2017. "Making Policies for Open Data: Experiencing the Technological Imperative in the Policy World". *Science, Technology, & Human Values* 42(2): 320–324.

Auteur·e·s/Autor·innen

Julie Perrin (Institut d'ethnologie, UniNE), **Nolwenn Bühler** (Interface Sciences-Société, UniL ; MAPS, UniNE), **Marc-Antoine Berthod** (HES-SO, HETSL, Lausanne), **Jérémie Forney** (Institut d'ethnologie, UniNE), **Sabine Kradolfer** (PRN LIVES, UniL), **Laurence Ossipow** (HES-SO, HETS, Genève).
julie.perrin@gmx.ch et *nolwenn.buhler@unine.ch*

Groupe de réflexion éthique et déontologique (GRED)

Le Groupe de réflexion éthique et déontologique (GRED) de la Société suisse d'ethnologie (SSE) a été créé en 2008 en réponse aux débats entourant un nouvel article de la Constitution fédérale suisse visant à clarifier le cadre juridique de « la recherche sur l'être humain ». Le GRED examine les effets possibles du cadre juridique nouvellement créé sur les pratiques de recherche anthropologiques. Le groupe a édité et publié plusieurs *Discussions de cas éthiques dans la recherche ethnologique*, qui analysent et commentent les expériences concrètes de chercheur·euse·s, et sont disponible sous format électronique sur la page web de la SSE[16].

Arbeitsgruppe Ethik und Deontologie (AED)

Die Arbeitsgruppe Ethik und Deontologie (AED) der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft (SEG) wurde 2008 gegründet als Reaktion auf die Debatten um einen neuen Artikel der Schweizerischen Bundesverfassung, der den Rechtsrahmen für die «Forschung am Menschen» klären soll. Die Gruppe hat mehrere *Ethische Diskussionen in ethnologischer Forschung* veröffentlicht, welche die sozialanthropologischer Forschungspraxis analysieren und kommentieren . Die Fallstudien sind auf der Website der SEG pbliziert.[17]

[16] https://sagw.ch/fr/seg/commissions/commission-scientifique-sse/groupe-de-reflexion-ethique-et-deontologique-gred/ (consulté le 15 juin 2020).
[17] https://sagw.ch/seg/kommissionen/wissenschaftskommission-seg/arbeitsgruppe-ethik-und-deontologie-aed/ (letzter Zugriff 15. Juni 2020).